



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Association of
Former UNESCO
Staff Members

Association des
anciens fonctionnaires
de l'UNESCO

Lien Link

numéro
number **135**
2019



JACQUES DELORS

CONFÉRENCE GÉNÉRALE :
40^e session (novembre 2019)

DÉJEUNER de fin d'année

OCÉANIE : l'eau vestale en danger

UNESCO'S Original Press Room

DOSSIER Save Earth, Save Life

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES DE L'UNESCO
ASSOCIATION OF FORMER UNESCO STAFF MEMBERS

Accueil / Reception

de 14 h30 à 18 h00 (sauf vendredi) / Afternoons from 2.30 pm to 6 pm (except Friday)

Information sur l'AAFU et adhésions / Information on AFUS & membership

Aimée Ravonison, Secrétaire / Secretary

	PERMANENCES de 15h00 à 17h00 / from 3 pm to 5 pm	
Lundi/ <i>Monday</i>	■ sur rendez-vous / on appointment	■ Affaires sociales / Social Matters : Odile Blondy
Mardi/ <i>Tuesday</i>	■ sur rendez-vous / on appointment	■ Pensions et fiscalité / Pensions & Taxation, CAM / MBF + Mutuelles : Yolaine Nougier, Véréne Seret
Mercredi/ <i>Wednesday</i>	■ sur rendez-vous / on appointment	■ Activités culturelles et loisirs / Cultural and Leisure Activities : Josette Erfan, Geneviève Fougère
Jeudi/ <i>Thursday</i>	■ sur rendez-vous / on appointment	■ Pensions et fiscalité / Pensions & Taxation, CAM / MBF + Mutuelles, Fonds de solidarité / Solidarity Fund : Josiane Taillefer, Véréne Seret
Vendredi/ <i>Friday</i>	■ sur rendez-vous / on appointment	■ Secrétariat fermé / Secretariat closed

Georges Kutukdjian, Président AAFU : sur rendez-vous / on appointment. Tel. : **+33 (0)1 45 68 46 55**

Monique Couratier, Rédactrice en chef *Lien/Link* : « « «

LIEN/LINK

Directeur de la publication : Georges Kutukdjian, Président AAFU/AFUS

Rédactrice en chef : Monique Couratier

Secrétariat de la rédaction, mise en page : Agnès van den Herreweghe

Maquette d'origine : Ivette Fabbri

Comité de rédaction

Frances Albernaz, Christine Bruyère, Maha Bulos,

Doudou Diène, Josette Erfan, Neda Ferrier, Patrick Gallaud,

Malcolm Hadley, Ali Kazancigil, Elizabeth Khawajkie,

Laurent Lévi-Strauss, Sidney Passman, Jacques Richardson.

Bâtiment/Building VI – Bureau/Office 1.19 – UNESCO – 1 rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15 – France

Tél/tel. : 01 45 68 46 55 – **Courriel/e-mail** : afus.lien@afus.unesco.org – **Site web/Website** : www.afus-unesco.org/

Photo de couverture : Reconstruction en 4D de la salle de presse originale de l'UNESCO par Santje Pander et Tjmm Lanjouw (voir p. 35 à 37).

La chronique du Président / A Word from the President

L'UNESCO hier et aujourd'hui / UNESCO Past and Present

Figures de l'UNESCO

- Jacques Delors, President of the International Commission on Education for the Twenty- First Century : a Personal Recollection, *Alexandra Draxler* 5

Focus

- Conférence générale de l'UNESCO, 40^e session (12-27 novembre 2019) 7

Décryptages

- The Education Sector Moves Forward Under New Leadership, *Elizabeth Khawajkie, Sigrid Niedermayer* 9

Dossier

- Save Earth, Save Life, *Patrick Gallaud, Peter Dogse, David Wilgenbus* 11

Diagonales

- L'UNESCO honore les ancêtres du monde entier , *Monique Couratier* 19

UNESCO Treasures

- Viorel Mărginean: "Nature was my Library", *Maha Bulos* 20

Le Forum des membres / Members' Forum

Kaléidoscope

- L'UNESCO, ma chance, *Krystyna Chlebowska* 21

Parole de femmes

- Émilie du Châtelet : une mathématicienne à l'origine de l'essor des sciences en France, *Georges Kutukdjian* 22

Nos auteurs

- *Saga d'une famille juive de la cour de Catherine II à la France d'aujourd'hui* (par Odile Suganas), *Christine Bruyère* 24

Santé et société

- Votre Caisse d'assurance maladie (CAM) 25

Carnet

Courrier des lecteurs

In memoriam

- Merete Gerlach-Nielsen, *Jens Boel* 29
- Lingappa Shivalingappa, *Jean-Yves Le Saux* 29
- Antonio Pasquali, *Gustavo Lopez Ospina* 30

L'AAFU et les Associations sœurs / AFUS & Sister Associations

Ensemble

- L'AAFU à la Conférence générale 31
- Déjeuner de fin d'année 31

Nos sorties

- Océanie : l'eau vestale en danger, *Geneviève Fougère* 32

Club Mémoire et Avenir

- Rediscovering the Heritage of Our UNESCO Building 34
Designing UNESCO (par C. Pearson), *Sydney Passman*
In Search of the Original Press Room, *Eng Sengsavang, Santje Pander, Dorian Meijnen*



© I.F.

La chronique du Président

The President's Column

Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989-2019)

L'Assemblée générale des Nations Unies adoptait le 20 novembre 1989 la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant*, trente ans après l'adoption à l'unanimité d'une *Déclaration des droits de l'enfant*. Auparavant, en 1924, la Société des Nations (SDN) avait adopté une courte *Déclaration de Genève des droits de l'enfant*, rédigée par Eglantyne Louisa Jebb, fondatrice de « Save The Children ». Aujourd'hui, la *Convention relative aux droits de l'enfant* est l'instrument juridique des Nations Unies le plus largement ratifié (196 États), les derniers États étant la Palestine, la Somalie, le Soudan du Sud. Les États-Unis d'Amérique y ont adhéré en 1995 mais ne l'ont pas ratifiée, au motif que le système pénal de plusieurs États prévoit l'emprisonnement des mineurs.

Ce fut une initiative de la Pologne qui, en 1978, espérait en obtenir l'adoption en 1979, en hommage à Janusz Korczack, décédé au camp de Treblinka pour avoir essayé de sauver des enfants juifs. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies chargea un Groupe de travail de revoir le projet qui fut adopté dix ans après à l'unanimité. La Convention créait également le *Comité des droits de l'enfant* afin de veiller à sa mise en œuvre.

Les 30 ans de la Convention sont une occasion de la célébrer partout dans le monde. L'UNESCO l'a fait avec éclat le 20 novembre 2019 par une Conférence organisée en collaboration avec Jacques Toubon, Défenseur des droits en France, en présence d'Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, et avec la participation d'Emmanuel Macron, Président de la République française.

30 ans est aussi l'âge des premiers bilans. Le bilan est positif, car les droits garantis sont ceux des mineurs de 0 à 18 ans (art. 1) et non une classe d'âge qui varierait de pays à pays. Une autre avancée est le concept juridique cardinal de « l'intérêt supérieur de l'enfant », forgé par la Convention et qui l'érige en considération primordiale (art. 3 & 21). Ce concept peut conduire un juge à ordonner une intervention chirurgicale quand la vie d'un enfant est en danger, dût-il s'opposer aux parents. Une majorité d'États s'efforce d'appliquer le dispositif de la Convention.

La mise en œuvre de nombreux droits est cependant défailante. Ainsi, le **droit de l'enfant à une identité** (art. 7 & 8) indispensable pour qu'un enfant ait un nom, des parents reconnus, afin qu'adulte il puisse exercer ses droits civils et politiques. Dans plusieurs pays du Sud, le coût élevé pour l'établissement d'un état civil conduit des parents à renoncer à déclarer la naissance d'un enfant. De plus, sans état civil le mineur

International Convention on the Rights of the Child (1989-2019)

The UN General Assembly adopted the *Convention on the Rights of the Child* on 20 November 1989, some 30 years after approving unanimously the *Declaration on the Rights of the Child*. Previously (in 1924) the League of Nations had approved the short *Geneva Declaration on the Rights of the Child*, drafted by Eglantyne Louise Jebb, the founder of "Save the Children". To date, the *Convention concerning the Rights of the Child* is the UN legal instrument which has been the most ratified (by some 196 Member States), Palestine, Somalia and South Sudan being the last three to do so. The United States adhered to the Convention in 1995 but it has not as yet been ratified, due to the prevailing penal system in several States allowing imprisonment of minors.

The idea of this Convention was instigated by Poland in 1978 with the purpose of obtaining its adoption in 1979 as a tribute to Janusz Korczack, who died at Treblinka for having tried to save Jewish children. The UN Human Rights Commission commissioned a Working Group to review this project, which was adopted unanimously ten years later. The Convention also led to the creation of the *Committee for Rights of the Child* who would be responsible for supervising its implementation.

This 30th anniversary is an occasion to celebrate the Convention throughout the world. It was commemorated by UNESCO in great pomp by organizing a Conference in cooperation with Jacques Toubon, Defender of Rights in France, in the presence of Audrey Azoulay, Director-General and the participation of Emmanuel Macron, President of France.

30 years give also an opportunity to review achievements. These are positive since the rights it guarantees are geared to minors from 0 to 18 years (Article 1) and not an age group which can vary from country to country. Another outcome is the fundamental legal concept "in the best interest of the child" which has been forged and built as a primordial consideration. This concept can permit judges to order surgical acts when the life of a child is in danger, even when going against the wishes of parents. The majority of States endeavour to apply the operative articles of the Convention.

However implementation of many rights on a large scale is a disappointment. In order to **provide children with the right to an identity** (Articles 7 and 8), it is essential that each child has a chosen name and recognized parents, to allow them, when adults, to have access to civil and political rights. In certain countries in the Sahel the extremely high cost of birth registration prohibits parents from doing so. Also due

devient une proie facile pour la traite, le travail forcé, l'exploitation sexuelle et être jugé et incarcéré en tant qu'adulte présumé.

Les **droits de l'enfant à la santé** (art. 23, 24 & 25) ne sont pas respectés, car si la mortalité infantile a régressé partout dans le monde, la protection maternelle et infantile n'est pas à la hauteur des engagements des États. Quelle humanité sommes-nous pour tolérer la famine, l'insalubrité des eaux, le manque d'accès à l'hygiène, qui sont la cause de tellement de maladies et de morts ? Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999, rappelle souvent que la carence de protéines dans la nutrition des nouveau-nés entraîne des lésions cérébrales irréversibles. Dans de nombreux pays, les enfants en situation de handicap sont condamnés à vivre à l'écart de la société, voire à mendier...

Le **droit à l'éducation** (art. 28, 29 & 30) continue de se dérober en dépit des conjectures même les plus optimistes : certes, 91 % des enfants du Sud sont inscrits en primaire, mais plus de 58 millions (dont la moitié en Afrique sub-saharienne) n'y ont pas accès ; 29 millions d'enfants non scolarisés vivent dans des zones de conflit ; 617 millions du primaire ne maîtrisent pas le calcul et la lecture. Aussi l'UNESCO met-elle l'accent sur l'éducation de qualité (formation des maîtres, milieu scolaire, outils pédagogiques) et inclusive (égalité des genres, insertion des enfants des zones rurales, des enfants de minorités, de communautés autochtones, ou enfants en situation de handicap).

Voici une Convention dont la mise en œuvre pleine et entière pourrait être une priorité absolue de la communauté internationale. Ne le devons-nous pas à celles et ceux qui représentent l'avenir de l'humanité ?

Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle

Voici une Déclaration politique qui est passée presque sous silence – sauf à l'OMS et dans des milieux spécialisés – en dépit d'une analyse rigoureuse des répercussions de l'absence actuelle de couverture sanitaire universelle sur le droit à la santé, sur la paupérisation accrue dans le monde, sur l'exercice effectif d'autres droits ; de sa portée considérable ; des engagements concrets souscrits par les États et un calendrier pour sa mise en œuvre.

Une réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, préparée par l'OMS, est convoquée par les Nations Unies. Elle élabore, le 23 septembre 2019, une Déclaration politique de 83 articles. Le 10 octobre 2019, l'Assemblée générale des Nations Unies l'adopte (A/RES/74.2) avec le sous-titre « Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé ».

to the absence of birth certificates, minors become easy victims of trafficking, forced labour and sexual exploitation and let them be judged and incarcerated as so-called adults.

The **Rights of the Child to Health Care** (Articles 23, 24 and 25) are not respected, in spite of the fact that infant mortality has reduced throughout the world. Maternal and infant protection does not correspond to the commitments of the Member States. What kind of humanity are we to tolerate famine, insanitary water, the lack of hygiene, which cause so many diseases and deaths? Federico Mayor, Director-General from 1987 to 1999, regularly drew attention to the lack of protein in the nutrition of newborn babies which can lead to irreversible cerebral damage. In many countries, children with such impairments are condemned to live on the fringe of society or often to become beggars.

The **Right to Education** (Articles 28, 29 and 30) continues to shirk its responsibilities in spite of the considerable optimistic estimations. It is true that some 91% of children in the South are enrolled in primary education, but more than 58 million (half of which are in Sub-Saharan Africa) do not have access; 29% live in conflict zones; 617 million in primary education cannot master arithmetic and reading. UNESCO puts its emphasis on the quality of education (teacher-training, the educational environment, pedagogical tools) as well as inclusive education (gender equality, access for children in rural zones, minority groups, indigenous communities or handicapped children).

Here we have a Convention whose full and entire implementation should be an absolute priority for the international community. Do we not owe this to those who represent the future of humanity?

Political Declaration by the UN General Assembly for Universal Health Coverage

This is a political Declaration which was almost ignored, except in the World Health Organization (WHO) and in specialized circles. This is in spite of a rigorous analysis of possible repercussions of the actual absence of a universal health coverage on the right to health, on the increasing poverty throughout the world, on the effective exercise of other rights; of its widespread scope; as well as the specific commitments by the Member States and a timetable for its implementation.

A high-level meeting on universal health coverage, prepared by the World Health Organization, has been convened by the United Nations. On 23 September 2019, the meeting elaborates a political Declaration of some 83 articles. On 10 October 2019 the UN General Assembly adopted a resolution (A/RES/74.2) with the sub-title: "Universal Health Coverage: moving together to build a healthier world".

L'analyse permet de dégager quelques données chiffrées globales : la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé essentiels ; 800 millions de personnes dépensent au moins 10 % de leurs revenus en frais médicaux ; 100 millions basculent dans la pauvreté en raison desdits frais à leur charge ; les dépenses de santé mondiales représentent 7 500 milliards de dollars US, soit 10 % du PIB mondial.

De fort nombreux pays dans le monde n'ont pas de système national de couverture médicale. C'est l'une des causes d'inégalité double devant la maladie au sein des pays. Double, car les nantis peuvent accéder à des soins de santé coûteux et souscrire à des assurances onéreuses. L'état de santé de différentes communautés au sein d'un pays creuse d'autres inégalités, en termes de nutrition, d'habitat, d'hygiène, d'éducation avec des répercussions sur l'espérance de vie et la qualité de la vie, en particulier des filles et des femmes. La participation à la vie nationale économique, sociale et politique des personnes appartenant à ces groupes est, de ce fait, compromise.

Dans les pays développés, les frais médicaux augmentent de manière exponentielle. Dès les années 1990, l'OMS mettait en garde sur une augmentation qui ne saurait être absorbée ni par les services publics ni par les particuliers. Ces frais correspondaient, dans certains pays, à 25 % des revenus bruts des ménages.

Avec détermination et courage, **les États s'engagent pour la première fois à mettre en place la couverture sanitaire universelle pour 2030**. Ils considèrent que l'ensemble de la population du monde devrait avoir « accès, sans discrimination, à des services [sanitaires] de base nécessaires » et qu'il est de leur responsabilité de mettre en place la couverture sanitaire universelle. Ils se fixent pour objectif d'assurer à 1 milliard de personnes, d'ici à 2023, leur accès à des services de santé essentiels de qualité. Ils entendent contenir l'inflation des frais de santé tout en insistant sur la nécessité de produire des vaccins et des médicaments de qualité.

Qui dit que les Nations Unies ne servent à rien et que le **multilatéralisme** est dépassé ? Comment la communauté internationale aurait-elle pu forger une Déclaration politique de cette envergure et de cette précision en dehors du système des Nations Unies ? Que le fonctionnement des institutions du Système doit être revu est une chose, mais le multilatéralisme pratiqué par ce Système dans le respect de l'égalité des États, de leur souveraineté, de leurs libres choix politiques, de leur liberté d'expression est, jusqu'à nouvel ordre, inégalé.

The analysis gives some global quantitative data. Half of the world's population does not have access to essential health care: 800 million people spend at least 10% of their income on medical expenses: 100 million are pushed into poverty because they are unable to pay the costs which remain at their charge: world health costs represent US\$7.500 billion, i.e. 10% of the world's GDP.

A large number of countries throughout the world do not have a national health care system. This is one of the causes of twofold inequality when faced with illness in these countries. This is particularly true since the wealthy can accede to expensive health care by enrolling in onerous health insurance schemes. The health status of different communities within countries can generate other disparities, in terms of nutrition, housing, sanitation and education thus having repercussions on life expectancy and the quality of life, particularly for girls and women. Participation in the economic, social and political aspects of national life for members of these groups is also compromised.

In developed countries, medical expenses are increasing at an alarming rate. In the 90s the World Health Organization pointed out that this increase could neither be absorbed by public services nor the people. At that time these expenses represented, in certain countries, a rise of some 25% of families' gross incomes.

With a certain determination and courage, **the Member States agreed, for the first time, to set up Universal Health Coverage by 2030**. They considered that the world population as a whole should have "access, without discrimination to necessary basic health services". They recognized that it is essential to create universal health coverage. The initial objective is to ensure that one billion people have access to essential quality health services by the year 2023. It is intended to encompass inflation of health costs whilst insisting on the necessity to produce quality vaccines and medication.

Who said that the United Nations has no role to play and that **multilateralism** is obsolete? How could the international community forge such a political Declaration of this scope and precision outside the UN System? That the mechanisms of institutions within the System should be reviewed is one thing. However multilateralism which is actually put in practice by the System, respecting the equality of Member States, their sovereignty, their freedom of political choice, their freedom of expression cannot, until further notice, be equaled.

(Translated by Margo Triouleyre)

Georges Kutukdjian

Figures de l'UNESCO

© Wikimedia commons



Jacques Delors, President of the International Commission on Education for the Twenty-First Century: a Personal Recollection

When the news emerged in UNESCO in late 1992 that Jacques Delors had accepted to chair a commission on education twenty years after the publication of *Learning to Be*, the report of the Commission chaired by Edgar Faure, bewilderment was somewhat widespread. Why would the sitting President of the European Commission, otherwise occupied, take the time to chair a Commission at UNESCO on Education? The answer was straightforward: well before being a very influential Finance Minister under French President Mitterrand, Jacques Delors had a long history of being interested in lifelong education opportunities, and indeed had crafted a pioneering 1971 law (named after him) that included the right to further education and training for public and private sector employees.

Working with Jacques Delors was a very exacting and very stimulating learning process. His approach to collaborators was to leave a great deal of leeway, to give copious public recognition for contributions and to uncover weaknesses in arguments, strategies and delivery in the Socratic way, by asking questions face to face. If one made a proposal, generally he let one run with it and of course take responsibility for the outcome. I learned the hard way that it was far preferable to admit to not having seen some possible ramifications or having made a mistake than to give imprecise answers or cover up

problems. He would probe gently and persistently until he got the whole picture, in the process uncovering any sloppy thinking or action. Going ill-prepared to a group or one-on one meeting was not an option. But the rewards for collaborators, including me, were huge: he expressed gratitude. He remembered and came back to what he considered to be creative and successful endeavours. His spontaneous but deep commitment to equality showed up in the way he interacted with people of all walks of life.

His Socratic technique was used with the Commission members. If members spoke in generalities or difficult-to-resolve differences emerged he would pause and probe what might seem off-topic philosophical or economic questions before coming back to education. What is the meaning of modernity? Why is industri-



Jacques Delors and Alexandra Draxler.

© Wikimedia commons

© A. D.



© Unesco/Michel Claude

Jacques Delors with Federico Mayor, Director-General of UNESCO, 1992.

alization the key to development in Africa? Why is history important for the learning of science? How does religion influence attitudes towards education and practice? What are major tensions in society that might impact education? What is the role of communitarianism in the success or failure of learning to live together?

One of his working methods, that he used with me too, was another Socratic-inspired one. He would ask for short summaries of research or publications, in writing and verbally. It was a difficult task: he didn't like wasting time, but neither did he like watered down descriptions. I learned to read more carefully than I had ever done before.

Meetings of the Commission were short, and members sometimes worried that he was wasting time with philosophy but it was his technique for building solidarity and commitment, and to a large extent it worked. One of the things I had noticed in my background research on major UN Commissions was that tensions between members tended to emerge after the publication of the report and occasionally tarnished the impact of the findings. It became apparent that he was determined to try to diminish the risk of that happening. It also quickly became apparent that he had some fairly strong ideas, and when we were close to publication of the report he turned up one day with an executive summary he had written himself that was both an accurate encapsulation of the body of the report and a deeply personal vision of education.

His interests are wide: French chanson, American jazz, film of all kinds, good food and wine, politics and history of course. His attachment to the moral elements

of public policy and to equity is deep. One of Jacques Delors' favorite terms is "red thread" (*"fil rouge"*) which he used as shorthand to mean the underlying reason, justification, meaning, that gives coherence to action or writing. He looked for the red thread often in actions and in writing.

Jacques Delors' rare anger was legendary and often lasting, although he didn't show it during the Commission work. He also could be extremely funny. At the Venice airport after a meeting, we learned that our flight to Paris was cancelled. A prominent Italian politician he was meeting there and who wanted to convince Jacques Delors to join a board

of some kind offered to get us to Milan (266 km) for the next flight due to leave in two hours. We made it with time to spare in a tiny Fiat weaving around every vehicle with the gentleman talking with two hands and the speedometer at 160 the whole way. When I finally was so terrified that I tapped Jacques Delors' shoulder from the back seat and shoved my fist in my mouth he roared with laughter and said: *"Well, Alexandra, we all have to die sometime!"*

During the time of the Commission, Jacques Delors toyed with and rejected the idea of running for President of France. He was ahead in the polls and enjoyed wide admiration across the political spectrum. He was also known for not liking campaigning. Before the famous interview on live French Television when he announced he wouldn't run, he had quite widely shared the eventual outcome, including to our small team. No one believed him until it happened.

And lastly, I have to say I many times chuckled to myself about how much he and his wife could have played Simenon's Maigret household. Mme Delors is utterly down-to-earth and evidently cared very much about making sure she helped him manage his high-octane responsibilities with an appropriate home environment. He would return from his job to a homey atmosphere where the latest European treaty crisis was checked at the door and the discussion turned around pot-au-feu, fabric for upholstering, their granddaughter and who was coming to dinner this week.

Alexandra Draxler
Secretary of the Commission

Conférence générale de l'UNESCO

40^e session (12-27 novembre 2019)

La 40^e session de la Conférence générale s'est achevée le 27 novembre au terme de riches débats et la réaffirmation, par les États membres, de la pertinence du rôle de l'UNESCO dans un cadre multilatéral pour répondre aux nouveaux enjeux du 21^e siècle. Conformément à la recommandation du Conseil exécutif, le Délégué permanent, Ambassadeur, de la Turquie auprès de l'UNESCO, Ahmet Altay Cenziger, a été élu Président de la Conférence générale (2019-2021). La Conférence a connu une forte affluence de délégués avec plus de 3150 badges délivrés (un record) et la participation d'un grand nombre d'officiels de marque : 14 Chefs d'État ou de gouvernement, dont le Chef d'État du pays hôte, le Secrétaire général de l'ONU, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, 122 Ministres de la culture et plus d'une centaine de Ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Avec 193 États membres et 11 membres associés, le nombre des membres de l'UNESCO (soit plus de 200) reste l'un des plus élevés du système des Nations Unies et beaucoup de représentants de pays lointains (notamment ceux des petits États insulaires en développement [SIDS] du Pacifique) avaient fait le déplacement pour s'exprimer à la tribune de l'UNESCO.

Cette Conférence générale revêt une importance particulière car elle s'est tenue à la veille du 75^e anniversaire de l'UNESCO, qui sera célébré en 2020, et qu'elle a entamé la préparation des projets de Stratégie à moyen-terme pour 2022-2029 (41C/4) et de Programme et Budget pour les prochains cycles biennaux (40C/5 et 41C/5). Elle s'inscrit donc à un tournant de l'Organisation, permettant tout à la fois de faire un bilan du travail accompli, de définir de nouvelles priorités d'action pour l'avenir, et de lui donner un nouveau souffle, notamment dans le cadre de la transformation stratégique initiée par la Directrice générale en 2017. Les nouveaux C/4 et C/5 porteront cette fois la signature de la Directrice générale actuelle et seront d'autant plus importants que leurs périodes coïncideront avec la dernière décennie de mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) fixés par l'ONU pour 2030.

Un budget en hausse

Cette Conférence générale est la première après le retrait effectif de deux États membres au 31 décembre 2018 (dont les États-Unis d'Amérique dont la contribution statutaire représentait 22 % du Budget ordinaire de l'Organisation). Tenant compte de ce contexte financier difficile, l'un de ses résultats majeurs est l'adoption d'un **budget en hausse (534,6 millions de dollars US)** pour le prochain exercice biennal, ce qui représente une

augmentation de 3 % et reste une exception au sein du système des Nations Unies.

La parole donnée aux jeunes

La jeunesse aura incontestablement été l'un des fils conducteurs de cette Conférence générale. Le **Forum des jeunes**, organisé en amont par le passé, a eu lieu pour la première fois durant la Conférence et a rassemblé plus de 70 jeunes dans la salle X du Conseil exécutif. Certaines des recommandations du Forum paraissant audacieuses, voire prématurées, aux yeux de certains États membres (ex. statut d'observateur pour un représentant des jeunes au Conseil exécutif, droit d'intervention, participation aux structures des commissions nationales), la Conférence générale a finalement opté pour leur intégration dans un document d'information (INF) plutôt qu'une résolution formelle (DR).

Une rencontre entre de jeunes acteurs du changement en présence de 8 Chefs d'État ou de gouvernement fut par ailleurs organisée en plénière, selon un format innovant, pour échanger sur les moyens de repenser le multilatéralisme ([RE] Generation), ainsi qu'une table ronde sur les voix de la jeunesse à propos de l'avenir de l'intelligence artificielle.

Le 30^e anniversaire de la **Convention internationale des droits de l'enfant** (voir p. 2 et 3 du présent *Lien*) fut célébré en marge de la Conférence générale en présence de 400 jeunes et du Chef de l'État français, le Président Macron, pour qui l'UNESCO est « la conscience des Nations Unies ». À cette occasion, il a appelé à renforcer la protection de la jeunesse sur Internet et à lutter contre les violences faites aux enfants.

Les Programmes

La Conférence générale a permis le lancement de nouvelles initiatives, afin de répondre aux nouveaux défis contemporains, et de plusieurs actions phares :

- ♦ *Dans le domaine de l'éducation* : la mise en place d'une Commission internationale sur les « Futurs de l'éducation » ; la promotion de l'égalité des genres et l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation (projet « Son éducation, notre avenir ») ; la proclamation d'une Journée internationale contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire, y compris le cyber-harcèlement (premier jeudi de novembre de chaque année) ; l'adoption historique d'une **Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur**.
- ♦ *Dans le domaine des sciences* : la mise en route d'un projet de **Recommandation sur une science ouverte** ; la proclamation d'une Année internatio-

nale des sciences fondamentales pour le développement (2022).

- ◆ *Dans le domaine des sciences sociales et humaines* : l'élaboration d'un projet d'instrument normatif sur l'**éthique de l'intelligence artificielle** (la présidente de la Commission SHS avait opportunément cité la devise célèbre de Rabelais dans *Pantagruel* : « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* »).
- ◆ *Dans le domaine de la culture* : l'appel du **Forum des Ministres de la culture** à renforcer les politiques culturelles pour des sociétés plus durables (une telle rencontre n'avait pas été organisée depuis 18 ans) ; la protection et la restauration du patrimoine culturel (projet « Faire revivre l'esprit de Mossoul ») ; la proclamation d'une Journée mondiale de l'art (le 15 avril de chaque année).
- ◆ *Dans le domaine de la communication et de l'information* : le soutien réaffirmé à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la protection des journalistes.

A Centre on Artificial Intelligence

Underlining the importance of research to address the challenges of sustainable development, UNESCO's Member States approved the establishment of the **International Research Centre on Artificial Intelligence (IRCAI)**, as a Category 2 centre under the auspices of UNESCO at the Jožef Stefan Institute (JSI), Ljubljana, Slovenia and congratulated the Republic of Slovenia for its forward-looking initiative. The Centre would add a unique focus and expertise on AI to UNESCO's programmes, especially to leverage the power of AI for Sustainable Development Goals (SDGs). IRCAI would assist UNESCO to generate relevant statistics on AI, AI-related applications and associated technological innovations and would work on legal, ethical and social implications of AI, through both awareness raising and capacity building efforts in the global North and South. The Centre would organize several multistakeholder consultations to set an agenda for an inclusive, human centered and human rights based programme of activities in early 2020. Latest on AI: UNESCO's publication *Steering AI and Advanced ICTs for Knowledge Societies* was launched at the 2019 Internet Governance Forum in Berlin. Information about UNESCO's work on human centered AI is available at <https://en.unesco.org/artificial-intelligence>.

La réforme

La Conférence générale a donné son aval à la **transformation stratégique** de l'UNESCO en cours, initiée par la Directrice générale en 2017. *Phase 1* : mise en place d'un Secteur pour l'administration ; *Phase 2* : création de groupes de réflexion sur les nouvelles stratégies de gestion, de partenariats, de communication et sur la présence de l'UNESCO hors Siège ; nomination

d'un groupe de personnalités de haut niveau ; *Phase 3* : consultation des États membres et de leurs commissions nationales. Les propositions de révision de certaines dispositions du Statut et règlement du personnel, relatives au reclassement de postes et à la composition du Conseil d'appel, ont toutefois été repoussées.

Du côté des États membres, **trois amendements constitutionnels** ont été proposés, là encore, pour la première fois, ayant une incidence sur la gouvernance des organes directeurs et l'équilibre entre les trois organes de l'Organisation. Mais, au final, seul un amendement (proposé par la Suède) fut retenu, au terme d'un vote, en obtenant la majorité des deux tiers requis pour réviser l'Acte constitutif (article V). Ledit amendement impose dorénavant aux États membres le **règlement de leurs arriérés** de plus de deux ans, au titre de leur contribution statutaire au Budget de l'Organisation, avant de pouvoir se présenter aux élections du Conseil exécutif et d'y exercer leur droit de vote. Les deux autres projets d'amendement à l'Acte constitutif portant, l'un (article VI.2) sur la procédure d'élection du Directeur-général (proposé par le Qatar) et l'autre (article V.4) sur une meilleure rotation des membres du Conseil exécutif (proposé par les Philippines), ont été ajournés jusqu'à la prochaine session de la Conférence générale en 2021.

Conclusion

Dans l'ensemble, un large esprit de **consensus** aura prévalu : les résolutions sur le Moyen-Orient ont été adoptées sans vote, cinq des groupes électoraux sur six ont présenté un nombre de candidats équivalent au nombre de sièges qui leur était réservés lors des élections au Conseil exécutif. On notera paradoxalement l'absence de représentants des pays du Pacifique au sein de cet organe, alors que la lutte contre le réchauffement climatique et la montée des océans, qui affectent particulièrement les petits pays insulaires en développement, est devenue l'un des axes prioritaires de l'UNESCO.

La forte participation des États membres, le lancement de nouvelles pistes de réflexion majeures, la multitude d'événements organisés en marge de la session, la mobilisation de la jeunesse, l'adoption d'un budget en hausse durant cette Conférence générale, auront confirmé l'importance de la coopération multilatérale à l'UNESCO pour faire face aux nouveaux défis contemporains. Ils auront aussi marqué la volonté de **revitaliser l'Organisation**, au moment où celle-ci entame une nouvelle phase de son existence.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait ouvert la Conférence générale en rappelant que « l'action de l'UNESCO est essentielle pour rassembler le monde », la Directrice générale, Audrey Azoulay, l'a conclue en soulignant que « le monde a besoin de plus d'UNESCO, pas de moins d'UNESCO » !

Décryptages

The Education Sector Moves Forward Under New Leadership

An exclusive interview with Stefania Giannini, Assistant Director-General for Education



© S.G.

*EK/SN**: We rejoiced when we heard about your nomination and we are eager to know how do you feel as the first woman ever to become ADG/ED?

SG: I am very happy to be here! I firmly believe that UNESCO is today one of the most crucial international institutions in the world. UNESCO endows my own basic values. When I arrived (in early 2018) I found many relevant initiatives, considerable expertise and a high level of competence.

Can you tell us a little about yourself?

I have devoted my career to education and research. Following my PhD in philology and linguistics, I became an Associate Professor at the University of Perugia, Italy, and later I received a full professorship. In 2004 I became one of the first women Rectors in the country. In 2013 I was elected to the Italian Senate in Rome and served a full five-year mandate. The following year I was appointed Minister of Education, Universities and Research by Prime Minister Matteo Renzi. As a European and Italian citizen I have of course cooperated closely with both OECD and the European Union. My first direct contact with UNESCO was when I met with Irina Bokova, former Director-General of UNESCO and with my predecessor, Qian Tang, during the G-7 held in Japan in 2016.

What are some of the main concerns facing education today and what is UNESCO doing about them?

The Director-General of UNESCO, Audrey Azoulay, is emphasizing the need for concentration throughout UNESCO's programme and to strengthen inter-sectoral synergy and co-operation. In our Sector we are keen to ensure that education becomes a cross-cutting issue not only within the Organization but throughout the UN System. UNESCO must assume its intellectual leadership role in the promotion and implementation of the 2030 Global Agenda for Education not only in developing countries but in industrialized countries as well.

Do you think that UNESCO's work and contributions are sufficiently well known and relevant?

We must endeavor to make UNESCO's action more visible and develop capacity building and social responsibility for every citizen worldwide. For decades UNESCO strived for the promotion of access to Education for All with considerable results. Although the elimination of illiteracy amongst children, young people and adults remains one of our prime concerns there is a need to rethink UNESCO's traditional role in education and forge a new message. In fact, I believe that we are in need of a veritable paradigm shift. From a North/South approach we must seek a global approach to reduce inequalities, violence, intolerance, and violent extremism through education. Of course, more than ever good quality teachers will play a crucial role in this transformation. Much remains to be accomplished in this field in all of the regions of the world. For years OECD countries focused on education in favor of development but such development also has to include a commitment to human rights and the humanistic and ethical dimensions advocated by UNESCO since the inception of the Organization.

How can UNESCO's programme be better adapted to meet the challenges of today's world?

UNESCO has a vital and demanding mission and a global responsibility. All of the crucial issues facing society today have global ramifications. Education has an inherent role to play in all of these areas, particularly in halting climate change, eliminating inequalities, meeting the needs of migrants and refugees, ensuring gender equality and providing education in emergency situations.

For a long time UNESCO has given priority to both elementary and secondary school education. I feel that it is now important to pay increased attention to higher education. Employment and job opportunities are evolving at an unprecedented rate calling for new skills and knowhow which is placing new demands on higher education. Increased access to higher education is a prerequisite for all countries and priority has

to be given to strengthening and creating universities and institutes of higher learning in Africa and elsewhere in the world. We have to encourage developing countries to build up their own systems of knowledge and research within the framework of their respective development agendas.

We have also been working hard on the drafting of an "Academic Mobility Convention", a Global Convention on the Recognition of Higher Education Qualifications which is expected to be adopted this year. This Convention will include provisions for recognizing refugees' qualifications and facilitate the pursuit of studies in host countries.

After Learning to Be (1972) by the Edgar Faure Committee, the Jacques Delors Commission published in 1996 Learning. The Treasure Within calling for four pillars of education for the 21st Century – learning to know, learning to do, learning to be and learning to live together. Do you envisage a third international Commission to advise UNESCO on the future role of education to meet the challenges of our rapidly transforming world?

Absolutely! The Executive Board has just agreed to our proposal to take a new initiative to provoke reflection on education for the future with emphasis on "learning to become", with a commission of some 15 experts from all continents. We also plan to establish a platform in order to benefit from in-puts not only from academics and pedagogues but also specialists from a wide range of vital fields – digital, environmental, climatic, cultural, technological, philosophical, health, etc. We believe that the process will be just as important as the outcome. This new initiative will be presented at the United Nations in New York in the autumn and at the UNESCO General Conference in October. It will get underway in January 2020 and its findings will be reported to the General Conference in 2021.

What are its ramifications of artificial intelligence (AI) for education?

These are numerous. Tomorrow I leave on mission for China to inaugurate and close the International Conference on Artificial Intelligence and Education which is taking place in Beijing just this week from 15 to 17 May¹. It will be attended by some 70 Ministers of Education and participants from 130 countries.

Artificial intelligence is making enormous strides and causing transformations in all areas and it can provide many solutions. In education, AI can offer considerable advantages particularly in helping to personalize both teaching and learning. Students learn in different ways and at different speeds. It is

like health, each patient has his/her own needs and requires specific treatment. AI can serve as a precious tool for teachers to enable all learners to learn more effectively and to their fullest capacity. As we know AI enables us to process and analyze huge quantities of data and information which can also be most helpful in following learners and their development and in setting new educational goals and objectives. However, AI also represents certain risks and challenges and UNESCO has an essential role to play in harnessing it for the good of humanity and for ensuring its ethical and constructive use. Both AI and humans possess knowledge and information but human beings have a unique third dimension – wisdom! This is the indispensable ingredient which we have to use in pursuing the use and development of AI.

I look forward to the debates, outcome and proposals of the Conference in China this week. We in the Education Sector will surely be paying increased attention to the potential attributes of AI for the benefit of education and to the need for much more research in this connection, now and in the future and even beyond 2030.

In our rapidly transforming societies the role of education and the quality of the learning process has never been more important. But how can UNESCO assume its leadership role with so few resources?

It is true that we are constantly striving to seek extra-budgetary resources and solid partnerships. Fortunately a number of our Member States have pledged substantial contributions in support of our programme. Just last week the Nordic countries doubled their support pledging some \$12 million. Several other countries such as China, France, Japan, etc. are also providing generous amounts. We are also hopeful for new and energetic public and private partnerships. I might add that the G7 Ministers of Education will be coming to UNESCO on 5 July to take part in a meeting in preparation for the G7 Summit to be held in Biarritz (France) from 16-18 August 2019.

* Interview taken on May 2019 by Elizabeth Khawajkie and Sigrid Niedermayer (former ED Associated Schools Project Network International Co-ordinators)

1. The Conference was attended by 50 government Ministers and 500 representatives from some 100 countries. It adopted the Beijing Consensus on Artificial Intelligence and Education, the first-ever document to offer guidance on how best to harness AI technologies to achieve the Education 2030 Agenda.

DOSSIER : SAVE EARTH, SAVE LIFE

sous la direction de Patrick Gallaud

Fin 2019, l'Australie est envahie par des fumées toxiques dégagées par des feux de forêt. Les écoles sont fermées, la température dépasse 40 degrés dans certains endroits. En novembre, New Delhi fut, pendant plus de 10 jours, recouverte d'un épais brouillard, le taux de pollution étant dix fois supérieur au niveau recommandé par l'OMS. Toute l'Inde subissait une vague de chaleur extrême comme au Rajasthan avec le record de 50,8°, l'eau devenant jour après jour une denrée de plus en plus rare. Il y a fort à parier que l'année 2020 verra son lot de sécheresses, d'ouragans, d'inondations, de montée des eaux, de fonte des glaces, d'incendies, de canicules, bref de catastrophes qu'on ne peut plus désormais appeler « naturelles ». Le réchauffement climatique est là, sous nos yeux. Arrivera-t-on à maintenir sous la barre des 2 degrés, ou mieux des 1,5, la hausse des températures ? C'est le défi que nous devons pourtant relever impérativement selon les scientifiques les plus avertis. L'AAFU a organisé une table ronde sur la question lors de son Assemblée générale de 2019. Avec ce dossier, nous souhaitons approfondir la réflexion, sans volonté anxieuse, mais avec le seul but d'informer. Informer sur l'action de l'UNESCO qui, au-delà du programme sur l'Homme et la biosphère et des actions de la Commission océanographique intergouvernement-



Global Climate Strike in London on Friday 15th March 2019.

ale, a très largement élargi sa vision. Et comme l'éducation est prioritaire dans ce domaine, nous présentons une initiative exemplaire, celle des réserves de l'Océan austral, une véritable « success story », porteuse d'espoir. L'espoir, il faut en donner à ces foules de jeunes qui s'impatientent et qui nous pressent d'agir. Nous les trouvons parfois excessifs, voire arrogants, mais reconnaissons avec eux que le temps presse et que nous ne serons jamais assez nombreux pour « Save Earth, Save Life ».

Patrick Gallaud

Ils ont dit en 2019

« Nous vivons un moment critique : la population sent, comprend, et même désormais vit l'urgence climatique », Pierre Cannet, Directeur des programmes, WWF France.

« Les politiques d'incitation ne marchent pas. Il faut prendre maintenant des mesures d'obligation », Anne Bringault, Réseau action climat.

« Nous avons les outils pour faire face à l'urgence climatique mais nous avons besoin davantage de volonté politique... **Je voudrais voir toute la société accroître la pression sur les gouvernements** pour qu'ils comprennent qu'ils doivent aller plus vite », Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU.

« Le changement climatique est une crise humanitaire et morale mais c'est aussi une histoire fascinante. Nous sommes entrés dans la décennie la plus cruciale de l'histoire de l'humanité. Notre espèce entière traverse un dilemme existentiel et quelle qu'en soit l'issue, le sens de nos existences sera révélé », David Wallace-Wells, *La terre inhabitable*, Paris, éditions Robert Laffont, 2019.

« Avec l'adoption de ce rapport historique, personne ne pourra plus dire qu'il ne savait pas. **Nous ne pouvons plus continuer à détruire la diversité du vivant ; il en va de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures.** Ce rapport nous rappelle l'urgence d'agir pour la biodiversité, notre patrimoine mondial environnemental. Il est urgent et encore possible de tous nous mobiliser pour sauver notre planète et par là même l'humanité », Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO (IPBES, *Rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité*, Paris, 2019).

La saga du changement climatique 1979-2019

Tout le monde savait ?

Il s'appelle Gordon MacDonald. Il est géophysicien, membre des « Jasons », cette mystérieuse coterie de scientifiques de très haut niveau qui conseillaient la CIA, la NASA et les présidents américains. MacDonald a conseillé Eisenhower sur l'exploration spatiale, avant de s'intéresser au carbone pour Kennedy, puis pour Nixon. Il est photographié sur les marches du Capitole et lève les bras largement au-dessus de sa tête pour montrer quel sera le niveau de la mer en 2030 selon ses théories. C'est un extrait d'un « People Magazine »... ou plutôt c'était dans *People* daté du 8 octobre 1979. C'est ce que raconte Nathaniel Rich dans une enquête du *New York Times* parue en mars 2019 en affirmant « Tout le monde savait ».

Qui se souvient que, cette même année, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) convoquait à Genève la première Conférence sur le climat ? La Conférence avait pourtant conclu que les émissions de dioxyde de carbone pourraient avoir un effet à long terme sur le climat, donnant lieu à la création du Programme climatique mondial (PCM). Qui se souvient qu'en 1968 déjà, à la suite d'une conférence rassemblant à Rome des universitaires, des chercheurs, des économistes et des industriels appartenant à plusieurs dizaines de pays, le Club de Rome avait vu le jour ? Ses réflexions donnèrent

lieu au fameux *Rapport du Club de Rome*, qui prédisait la fin inéluctable, tôt ou tard mais avant la fin du 21^e siècle, de la croissance économique par épuisement des ressources de la terre, et proposait, pour enrayer ce pillage imprudent, une « croissance zéro » !

Est-ce à dire que la communauté internationale (États et sociétés civiles) serait restée muette face aux appels de ces multiples lanceurs d'alerte ? Ce serait faire table rase de toutes les marches, luttes, manifestations, manifestes émanant des sociétés civiles de tous les horizons. Ou encore ignorer les nombreuses rencontres internationales, sommets, initiés par l'ONU et ses agences spécialisées, dont l'UNESCO.

L'UNESCO, lanceur d'alerte ?

Et si d'aventure on interroge la base de données du *Courrier de l'UNESCO*, cette « fenêtre ouverte sur le monde », on constate que **la fenêtre du *Courrier* était depuis longtemps ouverte sur le climat** : pendant quatre décennies le *Courrier* entraîne ses lecteurs dans le secret des océans et des déserts, les sensibilise aux rapports entre l'Homme et la biosphère, attire leur attention sur la « fragile forêt » et « sur l'homme meurtrier de la nature », sans oublier de relater et d'expliquer les apports des grandes conférences internationales.



Plus technique *Planète Science*, édité par le Secteur des sciences, s'alarme de la fonte des glaciers, repense l'avenir des terres arides, et promeut les énergies renouvelables, dont le solaire. « La crise de l'eau, comment en sommes-nous arrivés là ? » pointe l'inertie des dirigeants face à une crise annoncée tout en prenant soin d'apporter des pistes de solutions. Au lendemain du Sommet sur l'observation de la terre en 2004, le lecteur découvre un article scientifique sur la construction d'un système mondial d'information pour gérer la planète. Et c'est encore la faiblesse des politiques qui revient à propos de la fonte des glaciers « qui fait le malheur des eaux vives de l'Asie centrale ».

1989, le recul historique des dirigeants

Les politiques, justement... Ils se réunissent en 1989 à Noordwijk, aux Pays-Bas où on s'attend, enfin, à ce que les Délégations ministérielles s'entendent sur un gel des émissions de gaz à effet de serre, maintenues en 2000 au niveau de 1990. Hélas, la Déclaration finale note simplement que « plusieurs nations » soutiennent la stabilisation des émissions. On ne sait pas quel pays, ni le niveau d'émissions ! « **Un désastre** », affirme Greenpeace. C'est en même temps un très petit pas en avant, un an après la création du GIEC (Groupe international d'experts sur l'évolution du climat) et la première grande occasion manquée qui sera suivie par beaucoup d'autres jusqu'au « succès » de l'Accord de Paris en 2015 qui doit être confirmé à Glasgow en 2021 lors de la COP 26.

Les rapports du GIEC et une multitude d'études émanant d'organisations intergouvernementales ou d'ONG continueront à alimenter les sommets et conférences internationales. Sans de réels succès durables, si l'on en juge par les derniers rapports mondiaux sur l'état de la planète.

Agir, éduquer...

Ce ne sont pas ces données et ces chiffres qui alertent, mois après mois, l'opinion publique et les dirigeants qu'on trouvera ici, de nombreux médias s'en faisant maintenant largement l'écho. On a choisi de montrer dans ce dossier comment, depuis 40 ans, l'UNESCO a joué un rôle d'éveilleur de consciences même si « tout le monde savait ». Peter Dogse, co-Président du Secrétariat de la plateforme intersectorielle de l'UNESCO pour le changement climatique, montre plus loin comment **l'Organisation change aujourd'hui « les esprits, pas le climat »**, à travers différents programmes. David Wilgenbus, quant à lui, Directeur général de l'OCE (Office for Climate Education), centre de catégorie 2 de l'UNESCO depuis la 40^e session de la Conférence générale (2019), montre, preuve à l'appui, comment l'éduca-

tion est centrale dans ce combat et comment son équipe s'est attelée à une tâche gigantesque : mettre à disposition, gratuitement et dans plusieurs langues, des outils pour les enseignants et éducateurs du monde entier.

Une charte de bonne conduite

Quelle que soit l'efficacité des programmes conduits en vue de préserver nos écosystèmes, on ne peut ignorer que le changement climatique va creuser les anciennes inégalités et créer de nouvelles injustices. D'où cette *Déclaration de principes éthiques en rapport avec les changements climatiques* adoptée en 2017 par l'UNESCO, qui vient compléter l'Accord de Paris en indiquant six grands principes susceptibles d'aider tous les acteurs concernés à prendre des décisions appropriées et à mener des politiques efficaces en matière de développement durable, d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Parmi ces six principes, on peut faire une place à part à celui sur le **développement durable**. Associé au principe d'équité, de justice et de solidarité, le principe de développement durable requiert une attention toute particulière à des domaines où les conséquences humanitaires du changement climatique peuvent s'avérer dramatiques (alimentation, insalubrité de l'eau, désertification, dégradation des terres, catastrophes naturelles), en particulier pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Non contraignant, ce texte n'en reste pas moins inspirant pour tous ceux qui agissent contre le dérèglement climatique. Quelle que soit l'urgence – et le temps presse –, cette guerre contre le climat ne doit pas occulter les droits fondamentaux des êtres humains et faire naître de nouveaux conflits.

Et puisque l'UNESCO souhaite que cette Déclaration ne reste pas lettre morte, c'est à un auteur du *Courrier* que nous laisserons le dernier mot : « *Si nous pensons à l'évolution future du climat et aux réactions qu'elle suscite chez l'homme comme à un drame au théâtre on peut dire que nous sommes déjà loin dans le premier acte de la pièce. L'humanité persévérera-t-elle dans sa routine ou bien tentera-t-on quelque chose pour freiner l'utilisation des combustibles fossiles et le déboisement des tropiques ?* »

En fait, nous sommes déjà beaucoup plus loin dans la pièce. Mais il faut souligner que William Kellogg écrivait ceci dans le numéro du *Courrier* de février 1979 sous le titre « Climats, attention ! fragile ». C'était la même année où Gordon MacDonald posait devant les photographes.

Patrick Gallaud

Mes remerciements à la Bibliothèque de l'UNESCO pour la recherche documentaire.



Défis climatiques, défis éthiques

À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 25, Madrid, 2019), *Le Courier de l'UNESCO* a consacré un numéro au changement climatique et à ses enjeux. Selon Jasmina Šopova, Rédactrice en chef : « Le réchauffement climatique ne peut pas être considéré comme une affaire de degrés Celsius. Il est une dimension de la crise écologique globale, conséquence directe des rapports complexes entre les humains et la nature, entre la science et la politique, [...] la science portant une lourde responsabilité dans l'émergence du problème climatique. Idem en politique : le négationnisme climatique a entravé les efforts qui auraient pu nous épargner l'urgence climatique actuelle, [...]. Ne faudrait-il pas invoquer le droit pénal pour contrer le changement climatique ? [...] Citoyens et ONG sont de plus en plus nombreux à travers le monde à pousser la porte des tribunaux en clamant l'injustice climatique. Chose inimaginable il y a à peine six ans, ils obtiennent parfois gain de cause.

rapports complexes entre les humains et la nature, entre la science et la politique, [...] la science portant

une lourde responsabilité dans l'émergence du problème climatique. Idem en politique : le négationnisme climatique a entravé les efforts qui auraient pu nous épargner l'urgence climatique actuelle, [...]. Ne faudrait-il pas invoquer le droit pénal pour contrer le changement climatique ? [...] Citoyens et ONG sont de plus en plus nombreux à travers le monde à pousser la porte des tribunaux en clamant l'injustice climatique. Chose inimaginable il y a à peine six ans, ils obtiennent parfois gain de cause.

tion au changement climatique ? Oui, à condition que la justice sociale fasse partie de l'équation [...]. Mais c'est chose rare, tant sur le plan national qu'à l'échelle internationale ! La lutte contre le réchauffement climatique et celle contre la pauvreté ne font qu'un [...]. Autre recours aux énergies vertes, l'installation de pompes et de lampes solaires change radicalement la vie des communautés rurales en Afrique. Si on veut bâtir une société sans carbone et éviter le cauchemar annoncé, c'est par les villes qu'il faut commencer [...]. Elles concentrent les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre et consomment les deux tiers de l'énergie mondiale. Elles ont donc un rôle particulier à jouer dans la production de solutions innovantes et technologiques à la crise climatique [...]. Les villes les plus vulnérables se trouvant dans les pays en développement, la solidarité planétaire peut et doit jouer un rôle crucial. Or, les grandes disparités dans le monde – à la fois cause et conséquence du changement climatique – empêchent l'humanité de serrer les rangs et de coopérer [...]. Inquiet, l'artiste franco-danois Thierry Geoffroy, alias Colonel, pense crier dans le désert, mais ne baisse pas les bras pour autant. Étonné de notre apathie collective, il installe à travers le monde des salles d'urgence et organise des courses critiques, espérant ainsi éveiller les consciences. Le même espoir anime Arshak Makichyan (Russie), dont le combat devient de moins en moins solitaire au fil des mois. » (Voir <https://en.unesco.org/courier> et <https://fr.unesco.org/courier>).

Certes, des responsables politiques s'efforcent de soutenir les industries vertes, mais est-ce une solu-

P. G.



UNESCO Mobilizes to Address the Climate Crisis

The science is clear, the climate crises requires urgent action. According to the 2018 special report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) on the impacts of global warming of +1.5°C, global warming seems to be accelerating faster than any predictions made so far. By 2030, global warming could reach +1.5°C. The damage caused to our planet, living species, ecosystems and sea levels could then be irreversible. The IPCC experts therefore calls for drastic reductions in CO2 emissions that will require significant and urgent changes in our production, consumption and transport systems and practices. As policy makers are slow to react, young people around the world are starting to take to the streets in order to express their concern for the climate crises and their future.

Changing Minds, Not the Climate !

Under the motto 'Changing Minds, Not the Climate', the objective of the UNESCO Strategy (2018-2021) is to enable Member States to take urgent action to combat climate change and its impacts through education, sciences, culture and information and communication, in line with their respective National Determined Contributions (NDCs) under the COP 21 Paris Agreement, and in the overall context of the 2030 Agenda for Sustainable Development and its SDG 13 on climate action. The strategy focuses on the following thematic action focus areas: (1) Supporting Member States to develop and implement climate change education and public awareness programmes and policies; (2) Promoting interdisci-

plinary climate knowledge and scientific cooperation for climate change mitigation and adaptation; (3) Promoting cultural diversity and cultural heritage safeguarding for climate change mitigation and adaptation; and (4) Supporting inclusive social development, fostering intercultural dialogue and promoting ethical and gender equality principles in relation to climate change mitigation and adaptation.

Education for Sustainable Development

Education is the most powerful element in preparing societies for the global challenges that climate change brings. It equips individuals, communities, and the wider world with the understanding, skills, and attitudes to engage in shaping green, low and climate resilient societies.

UNESCO's role is to promote climate change education within its global action programme on Education for Sustainable Development (ESD), focusing on five priority areas: (1) Advancing policy support for mainstreaming ESD into both education and sustainable development policies; (2) Transforming learning and training environments through whole-institution approaches; (3) Building capacities of teachers, educators and trainers; (4) Empowering and mobilizing youth; and (5) Accelerating sustainable solutions at local level communities.



Climate Knowledge Base

Through its International Hydrological Programme, International Geoscience and Geoparks Programme, Man and the Biosphere, Programme, Management of Social Transformations Programme, Local and Indigenous Knowledge Systems Programme, the Communication and Information Sector and the Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC), UNESCO seeks to strength the interdisciplinary climate change knowledge base, including through generation and use of sound and unbiased data information and early warning in order to improve the resilience of Member States to climate change through national and local climate mitigation, adaptation and risk management policies, in conformity with their respective Nationally Determined Contributions (NDCs).

The Key Role of the Ocean

Climate change is a key scientific driver in marine research and it is at the core of the IOC-UNESCO Mid-Term Strategy 2014-2021. “*Strong scientific understanding and systematic observations of the changing world ocean climate and ecosystems shall underpin sustainable development and global governance for a healthy ocean, and global, regional and national management of risks and opportunities from the ocean*”, as stated in the IOC’s vision.

The second edition of the *Global Ocean Science Report*, to be published in 2020, is intended to facilitate fulfilling the ambitious goal to present an overview (including status and trends) about the ocean science capacity that exists worldwide, including existing physical infrastructure/facilities, human resources, financial investments, scientific productivity, scientific collaboration within and outside of nations, achievements in ocean science, future challenges, capacity development and research strategies of Member States.

Ethics and Culture

The climate crises is fundamentally an ethical challenge. Because the climate crisis is not only threatening our ecosystems, it is also weakening fundamental rights, aggravating inequalities and creating new injustices. UNESCO adopted therefore, in November 2017, a *Declaration of Ethical Principles in relation to Climate Change*. The

Declaration, which can help all stakeholders, in particular States, to take appropriate decisions and pursue effective policies on sustainable development, adaptation to climate change and mitigation of its adverse effects, are based on six main principles: prevention of harm; precautionary approach; equity and justice; sustainable development; solidarity scientific knowledge and integrity in decision-making.

UNESCO promotes the implementation of these principles through its networks and programmes. Furthermore, UNESCO designated sites around the world as keys in the implementation of the UNESCO Strategy for Action on Climate Change.

Peter Dogse (with Itahisa Deniz Gonzalez and Abdoul Wahab Coulibaly)

For more information, see *Changing minds, not the climate!* (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/Pf0000370750.locale=en>) and <https://www.facebook.com/Climate.UNESCO>

L'OCE, une initiative internationale

L'Office for Climate Education¹ (OCE) a été créé en 2018 en réponse à une demande cruciale d'éducation dans le contexte global du changement climatique. Cette prise de conscience s'est révélée à la fois à travers l'Accord de Paris (article 12), mais aussi au sein des objectifs de développement durable des Nations Unies. Il n'est pas possible de faire face à un défi aussi grand que le changement climatique sans une **adhésion des populations**, ce qui suppose une bonne compréhension des enjeux, et donc de l'éducation. Par ailleurs, à l'heure des *fake news* ou des discours catastrophiques, il importe de doter les jeunes générations des outils de compréhension et d'action à même de les protéger des *a priori*, des idéologies ou de l'irrationalité, et les préparer à vivre dans un monde en transformation.

Nous pensons que cette éducation doit commencer dès l'école primaire, être fondamentalement pluridisciplinaire et s'appuyer sur les pédagogies actives : enseignement des sciences par l'investigation, pédagogie de projet, etc. Les enseignants ont un rôle crucial à jouer. Pourtant, la plupart se sentent démunis face à ce nouveau défi. Les concepts scientifiques en jeu sont mal connus². Nous devons les aider à se les approprier, à démêler le vrai du faux, et à mettre en œuvre des méthodes pédagogiques appropriées.

Il y a douze ans, lorsque nous avons commencé à former des enseignants sur ce thème, leur première question était : « *Mais pourquoi étudier le changement climatique, alors qu'il y a déjà tant à faire ?* » Aujourd'hui, la question est : « *Mais comment faire pour enseigner le changement climatique ?* » Les enseignants, partout dans le monde, sont conscients de l'importance de cette mission. La mission de l'OCE est de les accompagner. En partenariat avec des organismes scientifiques, ONG, institutions éducatives, nous proposons des ressources pédagogiques et une formation.

Nos ressources sont gratuites, multilingues (allemand, anglais, espagnol, français) et publiées en licence *creativecommons*, de façon à pouvoir être utilisées, modifiées, adaptées par chacun. Elles ont plusieurs formes : résumés des rapports du GIEC, séquences

pédagogiques clés en main, capsules vidéo, animations multimédias, *seriousgames*, etc. Le guide pédagogique *The Climate in Our Hands – Ocean&Cryosphere*³ s'articule en deux parties : Nous comprenons / Nous agissons. Il est, en effet, important qu'après avoir étudié l'origine du changement climatique et ses conséquences, les élèves réalisent qu'il existe des solutions et mettent en œuvre, concrètement, des projets d'atténuation et/ou d'adaptation, à l'échelle de la classe, de l'école, de la communauté. Sans nier la gravité du problème, on évite l'écueil catastrophiste et on permet aux élèves de **se projeter de façon positive dans l'avenir**. Ces outils pédagogiques sont en cours d'adaptation par nos partenaires dans les pays, afin de tenir compte de la variété des programmes scolaires, des enjeux climatiques locaux, etc. Le principe est d'offrir un canevas commun à l'échelle internationale, avec des déclinaisons pertinentes à l'échelle locale.

Cependant, les ressources pédagogiques, aussi bonnes soient-elles, ne sont jamais suffisantes. Les professeurs du primaire comme du secondaire ont besoin d'être formés, à la fois sur les contenus et sur les approches pédagogiques. Pour cela, la pratique est bien plus efficace que la théorie. Nos formations mettent les enseignants en situation de recherche : nous posons un problème, leur demandons de réfléchir à la meilleure façon d'y répondre, et menons ensemble des expérimentations, des débats, des études documentaires, des jeux... comme nous aimerions les voir mettre leurs élèves en situation. Ainsi, tout en acquérant des connaissances sur les sciences du climat, les enseignants vivent une réelle démarche d'investigation, avec des travaux de groupe, de l'interdisciplinarité, etc. Ces formations immersives, d'une durée de 3 à 5 jours, permettent aux enseignants d'échanger sur leurs propres pratiques et de concevoir des projets pédagogiques adaptés à leurs besoins.

Face à l'ampleur du défi qui est le nôtre, il est aussi important de fédérer les efforts et les savoir-faire de tous les acteurs (organismes scientifiques, institutions éducatives, ONG) qui, partout dans le monde, œuvrent à l'éducation au climat. L'UNESCO joue bien sûr un rôle clé, en offrant un cadre cohérent et en facilitant les échanges autour des **bonnes pratiques**. L'OCE, qui devient, en 2020, un centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'UNESCO, souhaite prendre part à cet effort fédérateur.

David Wilgenbus
Directeur général de l'OCE



Photo : Creative Commons

Le Coeur de Voh, Nouvelle Calédonie.

Les jeunes se mobilisent et s'impatientent

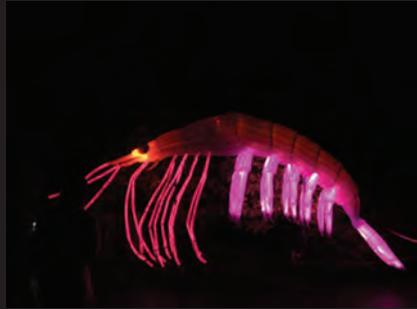
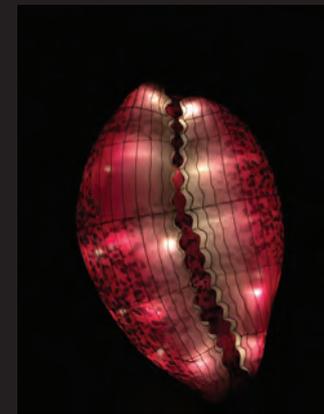
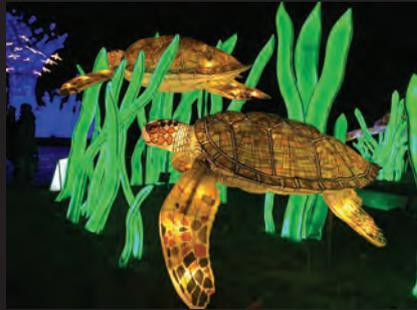
Quand on parle de l'engagement de la jeunesse pour le changement climatique, on pense inévitablement à **Greta Thunberg**. Tout a été dit sur cette jeune Suédoise, le meilleur et le pire (« icône, bouc émissaire, hystérique, fanatique, totalitaire et même sorcière » !). Elle reste incontestablement un symbole, une source d'inspiration pour des millions de jeunes. C'est ce que rappelait récemment la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay : « Entendant l'appel lancé par Greta Thunberg, de jeunes chercheuses scientifiques font déjà bouger les choses dans la lutte contre le changement climatique, notamment l'adolescente sud-africaine **Kiara Nirghin**, dont les inventions permettent de réduire l'impact des épisodes de sécheresse. » Le 20 septembre 2019, 4 millions de jeunes marchaient pour le climat sur les pavés du monde entier. Une véritable mondialisation pour le changement climatique. La face cachée de ces grèves pour le climat et de ces marches, c'est une multitude d'initiatives inventées aux quatre coins du monde, au sein d'écoles ou dans le cadre de l'éducation non formelle : actions de sensibilisation, collectes de déchets, création d'applications numériques sur le climat, etc., tant par des adolescents que par des jeunes universitaires.

Le Sommet de la jeunesse sur le climat s'est tenu à l'ONU en septembre 2019. S'exprimant au nom des « millions de jeunes en Afrique dont l'avenir reste incertain à cause de la crise climatique », **Wanjuhi Njoroje** (Kenya) a mis à profit la force de frappe des médias sociaux en lançant le hashtag #SaveOurForestsKE et une pétition pour sauver les forêts de son pays. Le continent africain est celui qui émet le moins de gaz à effet de serre mais est celui qui souffre le plus du changement climatique, « l'heure n'étant pas de faire porter la faute aux autres,

mais de travailler ensemble ». L'Afrique compte plus de 625 millions de jeunes qui demandent « un appui technique, financier afin que les jeunes puissent agir et innover pour atténuer le changement climatique ». Saluant le fait que les jeunes soient désormais présents à la table des négociations, Wanjuhi pense que ce mouvement mondial en faveur du climat « causera une révolution ».

Bruno Rodriguez (Argentine) a, pour sa part, alerté sur « l'urgence existentielle » que représente la crise climatique et écologique qui est « la crise politique, économique et culturelle de notre époque », soulignant que les dirigeants du monde « ont l'obligation de faire des changements radicaux ». Pour Bruno, la justice climatique et environnementale est une question de droit de l'homme, de justice sociale et de souveraineté nationale en lien avec les ressources naturelles : « *Les leaders ne doivent plus écouter ce que dit la science mais agir en tenant compte de cette dernière.* » Avec les réseaux sociaux, ces paroles, ces actions font le tour du monde en permettant une mobilisation permanente. Au dernier Forum économique mondial 2019 à Davos, tout le monde a ainsi entendu ces mots de Greta : « *Je veux que vous agissiez comme vous le feriez en cas de crise, je veux que vous agissiez comme si la maison était en feu. Car elle l'est.* » Et si ces paroles impriment autant, même si elles agacent certains, c'est peut-être parce que la jeune Suédoise est cohérente : à Davos, elle ne dort pas à l'hôtel mais sous sa tente, elle ne prend jamais l'avion et s'impose un régime alimentaire respectueux du climat. Et si c'était cette adéquation entre les paroles et les actes qui suscitait une telle adhésion et cette mobilisation mondiale des jeunes ?

P. G.



Une initiative exemplaire : un réseau d'aires marines protégées dans l'Océan austral

L'Océan austral qui entoure le continent antarctique est l'un des écosystèmes marins les moins altérés de la terre, et représente 15 % de la surface océanique mondiale. Il abrite des milliers d'espèces que l'on ne trouve nulle part ailleurs : les étoiles de mer aux couleurs brillantes, des vers bioluminescents, des pieuvres de couleur pastel, Il sert aussi d'habitat à des millions de manchots dont le régime alimentaire est essentiellement constitué de krill, un petit crustacé ressemblant à la crevette. Il recèle également de nombreuses autres espèces nourricières qui représentent un maillon essentiel d'un réseau trophique à l'équilibre délicat. Les scientifiques estiment que le changement climatique et la hausse de température – il est cet endroit de la planète où ils sont plus rapides qu'ailleurs – modifient l'équilibre de cet écosystème. Ces eaux constituent aussi une ressource vitale pour la santé de la planète car elles génèrent des courants ascendants qui transportent des nutriments essentiels à toutes les mers du globe. Afin de protéger cette région remarquable, « The Pew Charitable Trusts » et ses partenaires collaborent avec la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) et les gouvernements qui en sont membres dans le but de créer un vaste réseau d'aires marines protégées (AMP) autour de l'Antarctique. Dès 2017, la plus grande aire maritime protégée du monde a été créée dans la Mer de Ross (elle fait trois fois la taille de la France) : c'est la première étape, d'autres AMP dans l'Antarctique oriental et la Péninsule antarctique étant prévus. The « Pew Charitable Trusts » s'appuie sur le pouvoir de la connaissance pour résoudre les problèmes les plus complexes de notre époque. Il applique une approche analytique rigoureuse pour améliorer les politiques publiques, informer le public et stimuler la vie citoyenne. Ce projet a été sélectionné en 2018 par le premier Forum de Paris sur la paix et présenté en 2019 au deuxième Forum dans « l'espace des solutions ». Plus d'infos : <https://www.pewtrusts.org/fr/projects/protecting-antarcticas-southern-ocean>

Océan en voie d'illumination,
Jardin des Plantes, Paris, 2019.

Photos: © M. Couratier

P. G.



Diagonales

L'UNESCO honore les ancêtres du monde entier

Le 7 octobre 2019, dans le cadre d'une Conférence pour la paix¹ réunissant des représentants de diverses religions et spiritualités, la salle 1 vibre d'un recueillement inspirant. La raison de cette émotion ? Un culte rendu aux ancêtres du monde entier. La cérémonie est fastueuse : des tablettes ancestrales sur écran géant avec reproduction des drapeaux des États membres, des offrandes (de fruits, de fleurs, d'encens ...), des musiciens et des maîtres de cérémonie richement vêtus... Scandées par un porte-voix en chinois et anglais et un tambour traditionnel, des salutations unissent la scène et le public, chacun s'inclinant en l'honneur des esprits des anciens.



S.E.M. Lee Byong-kyung, Président du Conseil exécutif de l'UNESCO.

L'objectif est de montrer que le chemin de la paix passe par la piété filiale et le respect des maîtres, quelle que soit son appartenance socio-culturelle. Même si le culte des ancêtres est la donnée spirituelle la plus ancienne, les sociétés nourries par le confucianisme y sont particulièrement attachées. Ainsi en est-il de la conception métaphysique chinoise du rapport entre la vie et la mort, entre les vivants et les disparus. Si la naissance est le résultat de souffles *yin* et *yang*² qui se réunissent, la mort, elle, est celui de leur désimbrication : cela prend un certain temps et l'attitude des descendants influe sur cette durée.

Cette « métaphysique » n'est ni grave ni tragique : la solitude pascalienne, l'angoisse existentielle occidentales n'y ont pas leur place. Le culte des ancêtres n'est pas un culte des morts, mais la manifestation de l'insertion des vivants à l'intérieur d'une **continuité générationnelle**. La famille

1. Conférence « Sciences, éthique, spiritualité et éducation à l'amour véritable pour un monde de paix et d'harmonie » organisée par l'Association des amis de Master Chin Kung pour l'Unesco, les Délégations permanentes auprès de l'Unesco (Côte d'Ivoire, République islamique d'Iran, Togo), l'Organisation mondiale des bouddhistes, la Pure Land Learning College Association.
2. Le *yin* et le *yang* sont des catégories opposées et complémentaires utilisées pour expliquer les phénomènes de la vie et du cosmos. Leur mise en relation préside à la transformation des êtres et des choses.



chinoise est ainsi un ensemble vivace de présents et de disparus, de *yin* et de *yang* régi par une loi de conservation qui transcende les générations, **cimente le groupe et assure sa longévité**. La quiétude posthume de chacun dépend de l'exemple qui a été donné à la génération suivante du culte à rendre aux générations précédentes. Les esprits des défunts vivent d'autant plus longtemps que leurs descendants pensent à eux. Nourrir ses parents âgés, éduquer ses enfants : deux tâches fondamentales de l'adulte vécues au même niveau, à tel point qu'en chinois elles s'écrivent avec le même idéogramme.

Tel est bien le sens profond de cette cérémonie confucéenne et œcuménique : nous sommes tous les maillons d'une même chaîne humaine. Cette évidence scientifique n'est malheureusement que peu traduite dans la réalité des relations entre les peuples. En enseignant le respect dû aux parents et aux ancêtres, on exprime, dit Maître Chin Kung, un sentiment d'unité intergénérationnelle mais aussi, au-delà, la reconnaissance de nos origines communes. La **piété filiale** est en effet le fondement de toutes les vertus ; elle peut guider les humains sur le chemin de la coexistence pacifique et de l'harmonie. Il est de notre responsabilité de l'intégrer à l'éducation des jeunes car elle est le seul moyen de faire obstacle à la destruction de l'humanité.

Une cérémonie, assurément, aux couleurs de la rencontre, entre soi et l'Autre... dont on a tant à apprendre.

Monique Couratier



“Nature was my Library”

Rhythms, (1992),
oil painting on canvas,
190 x 290 cm.
Donated by Romania.



© All rights reserved © Photo: Unesco

“I was born in an isolated house with nature all around, situated between two slopes with stepped pastures, as can be seen on the hills of Transylvania. The lonely house of my childhood was on the water's edge, right at the foot of the hills... There I was surrounded by all the animals and poultry in the yard. And I climbed the hills to the top... on these heights I learned to see the world from above.” This is how Romanian artist Viorel Mărginean described his childhood home in an interview in 2013 by Valentin Iacob in *Formula AS* magazine.

Viorel Mărginean was born in Cenade, Romania, in 1933. His father was a forest ranger from central Transylvania. The last of ten children, he spent the first seven years of his life in his hometown. “I have been drawing since I was a preschooler. But the images that first attracted me were those in the schoolbooks of my older siblings. I was the family's favorite, so I had all their books at hand. And I liked history and geography. It was only later that I observed nature and it became my library.” He is a landscape painter, often depicting towns with houses, trees, forests and the creatures that inhabit them.

In 1959 Viorel Mărginean graduated from what is now the Bucharest National Arts University. He also trained in the United States, France, the UK and Italy. As soon as he finished college, he wanted to take part in an exhibition and painted *Winter at Cenade*. He submitted it to the exhibition, and it was well received. “Thus began my career,” he said. “With a winter memory of my childhood, painted during a very hot summer in Bucharest!”

“Childhood space attracts me like a magnet”, he says, “because I could find out a lot more. You can never see everything... you go to a place many times, if you want to paint it. A street, for example. On a sunny day, it looks a little different, and it depends on what the sun is like, but if you go on a dark day, you will see a different street. Discovering something new all the time... All these make the formidable beauty of art and life.”

In *Rhythms*, Viorel Mărginean depicts almost bare trees, except for a few green shoots placed in the centre of the composition, perhaps representing life and hope in an otherwise wintry scene. The composition of thin intertwined tree trunks and branches defines the vertical movement of the work. The contrast of the dark branches against the light background produces a stark dramatic effect, and the absence of shadows and depth gives it a stylish graphic-design look. The painting is exposed on the fourth floor of the Fontenoy building.

In the mid-1990s Viorel Mărginean served as Director of the National Museum of Art of Romania, then Minister of Culture. He has taken part in solo and group exhibitions in Romania and several European countries as well as in the United States. He also held two exhibitions at UNESCO Headquarters, and has received numerous national and international awards and distinctions. As a sign of appreciation for his work, he was elected member of the European Academy of Sciences, Arts and Letters in Paris (1981) and of the International Academy of Modern Art in Rome (1999), as well as an honorary member of the Romanian Academy (2006).

Maha Bulos

Kaléidoscope

L'UNESCO, ma chance

J'ai admiré les Calder exposés au Musée Picasso. Ils me rappelaient celui de l'UNESCO, que, de mon bureau, j'avais devant mes yeux. Avec eux m'accompagnait le souvenir des longues années de ma vie dans l'Organisation. J'ai aimé y travailler, et aujourd'hui encore, à 86 ans, j'estime que l'UNESCO a été la chance de ma vie.

J'ai débuté dans la section de « l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation », programme, à l'époque, novateur. Courageusement, l'UNESCO s'attaquait à ce subversif sujet. Je m'y attaquais aussi avec ardeur.

Chaque matin, je franchissais le seuil de la belle demeure à Fontenoy, saluais l'« Homme qui marche », l'Icare de Picasso, la femme dodue de Moore et retrouvais mon Calder. J'aimais par-dessus tout le jardin japonais où une eau claire ruisselait allègrement dans la verdure et terminait son joyeux parcours dans une citerne en grès.

Des réunions, des conférences, des séminaires, il y en avait à la pelle. Que l'UNESCO me pardonne, je m'y ennuyais ferme. Mon truc à moi, c'était le terrain, la meilleure école du fonctionariat international. J'y ai appris l'endurance, l'humilité, la tolérance, la rigueur, la démocratie. J'ai fait une cinquantaine de missions opérationnelles, principalement en milieu rural. J'identifiais des projets destinés aux femmes, recherchais des fonds pour les mettre en œuvre et recrutais des experts et des consultants. Je découvrais le « Tiers Monde » en Land Rover, traversais les déserts, les forêts, les rivières, sous des pluies diluviennes, sous un soleil de plomb. Je rencontrais des femmes qui travaillaient dans les champs, préparaient les repas, s'occupaient des enfants. Elles travaillaient dur et tout le temps. La galère !

Ma première mission, je l'ai faite en Mauritanie. Je n'avais jamais mis les pieds en Afrique et ne savais rien de la vie des Africaines dans leur pays. Heureusement, un consultant expérimenté m'accompagnait. Nous avions à organiser le financement et la mise en œuvre d'un projet destiné à l'école des filles de Nouakchott, la capitale. J'observais les Mauritaniens avec attention. J'admirais la beauté de leurs visages et la grâce de leurs silhouettes en boubous. Je les voyais aux alentours de la capitale s'agglutiner dans des tentes entassées dans les quartiers pauvres, sur des terrains vagues où des chèvres maigrichonnes traînaient ça et là au milieu de détritiques. Dans les belles demeures logeaient



Alexandre Calder, « Spirale », sculpture mobile, 1958.

© K. C.

les privilégiés, y compris les experts internationaux, nombreux dans la capitale. Dans l'avion qui me ramenait en France, je revenais en pensée à la Mauritanie : la chaleur étouffante que, venant du froid, je supportais mal (je m'y habituerai !), le sable que soulevait un vent sec et qui s'engouffrait dans mes cheveux, mes oreilles, mes yeux, dans mes vêtements, mes chaussures (je m'adapterai). J'avais à affronter des situations diverses, parfois désagréables : des armes pointées sur moi et mes compagnons dans un Tchad en guerre ; la détention en Turquie, toute une journée, pour avoir pénétré, moi et mon interprète, sans le savoir, dans une zone interdite ; une descente obligée de l'avion aux USA où le laissez-passer des Nations Unies n'était pas reconnu. Des surprises m'attendaient aussi : une réunion en Turquie destinée aux femmes à laquelle ne participaient que des hommes ; une avenue de la capitale du Costa Rica portant le nom de l'UNESCO ; une mission aux Comores pendant le Ramadan et personne pour travailler (jamais de missions pendant le Ramadan !).

1993, ma dernière mission, la Chine. Je connaissais. Je devais travailler au Sud-Est du pays à préparer un projet destiné aux femmes. Je quittais le dernier village de mon enquête, quand j'aperçus au loin une petite maison solitaire. J'allais voir. Une mère et sa fille nous accueillirent avec méfiance. La jeune fille accepta de parler. Non, elle ne fréquentait pas les cours du soir dans le village voisin. Pas le temps, trop loin, peur du noir, expliquait-elle. Je savais que tout ne pouvait être dit. « *Que feriez-vous avec de l'argent ?*, demandai-je à la mère. « *J'achèterais un cochon* ». « *Un cochon ? Je l'achète et vous envoyez votre fille au cours d'alphabetisation* ». Elle accepta. Plus tard, installée dans ma retraite, il me plaisait d'imaginer qu'une jeune fille, quelque part en Chine, s'instruisait grâce à un cochon. Approche peu orthodoxe, mais l'éducation d'une femme vaut bien un cochon, sans doute.

Krystyna Chlebowska

Parole de femmes

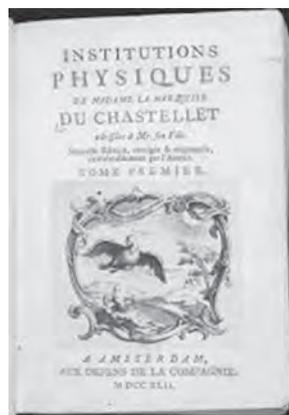
Émilie du Châtelet : une mathématicienne à l'origine de l'essor des sciences en France



© Wikipedia Commons

Gabrielle Émilie Le Tonnelier de Breteuil, appelée Émilie du Châtelet, est née le 17 décembre 1706 à Paris. Elle est la fille de Louis Nicolas Le Tonnelier, baron de Breteuil, introducteur des Ambassadeurs de Louis XIV. Elle doit à ses parents une éducation alors rarement dispensée aux filles. Elle n'est pas envoyée au couvent, son père lui enseigne le latin et, comme elle est douée pour les langues, elle apprend le grec ancien, l'allemand, l'espagnol et l'anglais (à 15 ans, elle lisait Locke dans le texte !). Elle a aussi une passion pour les sciences, notamment pour la physique et les mathématiques (elle est un prodige en calcul mental et, à 10 ans, elle éblouit le prestigieux Fontenelle en multipliant instantanément plusieurs chiffres avec quatre nombres après la virgule). Elle combine à ses dons précoces pour les sciences et les lettres des talents artistiques : musique (clavecin et chant), danse, théâtre amateur. Dès son plus jeune âge, elle côtoie les philosophes, poètes, académiciens qui fréquentent le salon parisien de ses parents et sont émerveillés par les talents et les connaissances scientifiques de la jeune fille.

À 16 ans, introduite dans le monde par son père, elle est séduite par la vie libertine qui règne à la cour du Régent et cède à un goût immodéré pour l'apparat en collectionnant robes, chaussures et bijoux. Elle est mariée à l'âge de 19 ans au marquis Florent Claude du Châtelet qui en a 30. Elle vit à Semur-en-Auxois où elle rencontre le mathématicien Marcel de Mézières. Son mari gouverneur la laisse vivre librement, se rendant



compte des capacités intellectuelles de sa femme. Elle aura trois enfants. À 28 ans, elle retourne vivre à Paris, y fait des mathématiques et de la physique, et suit des cours auprès de Maupertuis et de Clairaut, membres de l'Académie des sciences. La rencontre déterminante de sa vie sera Voltaire, dont elle sera la maîtresse durant quinze ans. Elle est moquée par Mmes de Graffigny et du Deffand qui la traitent de « femme savante », mais elle n'en a cure. Au demeurant, son rang la met au-dessus des railleries, sa famille étant l'une des plus illustres de l'Ancien Régime. Elle installe Voltaire en son château de Cirey, où tous deux travaillent dans une atmosphère d'émulation. La situation du château aux confins de la Lorraine convient à Voltaire qui pourrait franchir rapidement la frontière en cas d'une lettre de cachet pour l'embastiller. L'Académie des sciences lançant un concours sur la nature du feu, Émilie et Voltaire concourent séparément mais ne remportent pas le prix. Réaumur persuade néanmoins l'Académie d'imprimer le mémoire d'Émilie. C'est le premier ouvrage scientifique d'une femme à être publié.

Voltaire, quant à lui, préfère écrire des essais philosophiques, des romans et des pièces de théâtre. Il a une profonde admiration pour Émilie et l'aime d'amour, malgré ses infidélités. Comme il revient de Londres, il l'incite à étudier les travaux de Newton. Elle dispose à Cirey d'un laboratoire exceptionnel pour l'époque pour mener des expériences et fait venir son matériel d'Allemagne, de Hollande, d'Italie. Tout en amorçant une lecture critique de Newton, elle se penche sur les travaux

de Leibniz. Elle publie en 1740, à l'âge de 34 ans, les *Institutions de physique*, ouvrage dont la clarté sera saluée par de nombreux scientifiques. Elle y développera, notamment, expérimentations à l'appui, la théorie des forces esquissée par Leibniz, elle exposera les capacités du nouveau système de notations mathématiques proposé par Leibniz (le calcul différentiel et intégral), plus fécond que celui de Newton. En 1742, l'ouvrage est réimprimé et



© 1737, musée Antoine Lécuyer.

D'après Maurice Quentin de La Tour, *Portrait de Voltaire*.



© Wikipedia Commons

Château de Cirey-sur-Blaise.

traduit en allemand et italien. Plusieurs scientifiques masculins, allemands et français, essayeront de s'attribuer les mérites de cet ouvrage qui fera date. L'Université de Bologne, l'une des rares à accueillir des femmes, lui décerne le titre de professeur et, en Allemagne, elle est désignée comme l'une des dix scientifiques majeurs de son époque.

Entre-temps, Émilie s'attache à rédiger son œuvre maîtresse : la traduction en français des *Principia mathematica philosophiae naturalis* de Newton (1687), seule traduction en français existante ! À sa traduction, Émilie ajoute des commentaires critiques. Même si la loi universelle de la gravitation de Newton bouleverse la science, Émilie le contredit sur plusieurs points : pour Newton l'inclinaison de l'axe de la Terre sur l'écliptique est constante, Émilie du Châtelet prouvera l'inverse et, 70 ans après, l'astronome Pierre-Simon de Laplace lui donnera raison ; Newton calcule la force de la gravitation comme fonction du produit de la masse par la vitesse d'un objet ($F=mv$). Émilie du Châtelet, appuyée par Bernoulli, le mathématicien bâlois, soutient que la force est fonction du produit de la masse d'un objet par le carré de sa vitesse ($F=mv^2$).

En 1738, le Traité de Vienne met fin à la guerre de succession de la Pologne et le roi Stanislas Leszczyński, beau-père de Louis XV, est exilé en France. Le roi de France lui ayant attribué la Lorraine et le Barrois, Stanislas s'installe avec sa cour à Lunéville, « le petit Versailles ». Il se prend d'affection pour Voltaire et Madame du Châtelet. Émilie y rencontre Saint-Lambert, poète médiocre dont elle s'éprend. Ses relations avec Voltaire sont désormais une indéfectible amitié. Elle termine sa traduction critique de Newton en 1749 et décède à 42 ans des suites de couches, entourée de Voltaire, de Saint-Lambert et de ses amis. Sa fille mourra le même jour. Il faudra que Voltaire use de toute son autorité pour que l'ouvrage d'Émilie du Châtelet soit publié.

L'Église catholique lui refuse un enterrement en terre consacrée, non en raison de sa vie privée, mais parce qu'elle est considérée « libre penseur ». L'Église finit par accepter que ses restes reposent dans l'église paroissiale de Saint-Jacques de Lunéville à condition que la dalle soit anonyme. Aujourd'hui, le monument porte son nom et ses dates de naissance et de décès.

Le rôle joué par Émilie du Châtelet dans l'essor des sciences en France est indéniable. Pour preuves irréfutables : les mathématiques et la physique s'étiolaient durant un siècle, entre 1666 et 1760, date d'une large diffusion de ses travaux. Avant 1666, la France a produit des mathématiciens de renom international : René Descartes, Pierre de Fermat, Marin Mersenne, Blaise Pascal. Ensuite, presque rien. Vers 1760, après la diffusion des ouvrages d'Émilie, la France connaît à nouveau une floraison de glorieux mathématiciens : d'Alembert, Bézout, Clairaut, Condorcet, Lagrange, Laplace.

Il y a quelques années des inédits d'Émilie du Châtelet ont été découverts dans un grenier à Lunéville. Refusés par la Bibliothèque nationale française, les manuscrits ont été achetés par des collectionneurs privés (même pas des universités !). Émilie du Châtelet est connue à l'étranger, en Allemagne, en Angleterre, au Canada, aux USA : de nombreux livres lui sont consacrés (*Émilie du Châtelet between Leibniz and Newton*), mais aussi des pièces de théâtre, des essais, des thèses, des colloques,... et même un opéra en 2010 par la Finlandaise Kaija Saariaho. En France ? Une rue de Nancy porte son nom. Sur Internet elle n'est pas citée parmi les plus grands mathématiciens. Les deux seules illustres mathématiciennes citées sont Sophie Germain et Emmy Noether. Heureusement qu'Élisabeth Badinter a écrit une excellente biographie d'Émilie du Châtelet.

Jamais le dicton « Nul n'est prophète dans son pays » n'aura sans doute été plus vrai.

Georges Kutukdjian

Nos auteurs

Saga d'une famille juive de la cour de Catherine II à la France d'aujourd'hui

Odile Suganas, ex-unesquienne, française née de parents litvaks (juifs lituaniens), constatant que, « dans un présent au passé principalement composé d'un socle de cendres sa vie était branlante », s'est lancée à la recherche de ses origines avec un désir mâtiné de curiosité et de nostalgie, grâce à son temps retrouvé et à la chute du rideau de fer. De voyages en rencontres, elle tissera l'arbre généalogique de sa famille dont elle ignorait tout, et visitera la Grande Histoire dans laquelle la saga de sa famille s'imbrique.

Sur la dernière marche de sa vie, qui n'a pas ressenti le besoin d'en savoir plus sur ses origines ? Odile Suganas, pour parvenir à ses fins, voyagera de la Lituanie aux États-Unis d'Amérique et en Palestine.

De ce fait, elle nous raconte l'histoire des juifs de cette région qui, au fil de la politique, a été polonaise, russe, lituanienne après la première guerre mondiale, sans oublier l'occupation allemande pendant la seconde. Et elle nous expose comment cette communauté a été traitée durant ces différentes appartenances.

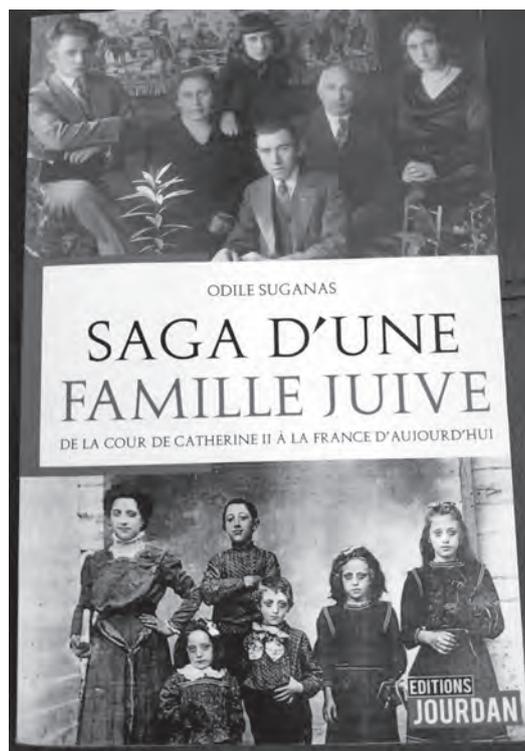
Mais c'est après avoir intégré la Lituanie que l'exode des juifs de sa famille a été le plus marqué. Malheureusement, la plupart de ceux qui n'avaient pas fait ce choix et sont restés sur place ont été « génocidés ».

Odile Suganas a recherché la trace de ses ancêtres en fouillant les archives tant à Vilnius qu'aux États-Unis ou ailleurs. Elle a visité tous les lieux phares de l'histoire de sa famille et, plus généralement, des juifs de la région. Elle a rencontré un nombre impressionnant de témoins, de personnes occupant les anciennes maisons de ses ancêtres lorsqu'elles existent encore et ce, de manière méticuleuse et opiniâtre. Dans *Saga d'une famille juive*, Odile Suganas mêle sa quête des lieux et des personnes en racontant sa déambulation avec émotion et décrivant les lieux de manière vivante.

Cette quête lui était nécessaire car, comme elle le dit elle-même : « *Tout ce monde dormant était enfoui dans mon inconscient. Un monde dont je n'ai pas fait partie, mais dont je suis issue. D'une certaine manière il m'appartient, car j'en suis la récipiendaire.* »

Elle s'attarde de temps à autre sur quelques personnages, tel son oncle David qui avait pris le pseudonyme de « Umru » qui signifie « balancier » en yiddish, poète et résistant et dont l'histoire est émouvante.

Dans cette région de Lituanie d'où est issue sa famille, l'auteure raconte plusieurs pans historiques comme le franchissement du fleuve Niémen par Napoléon en 1812 démarrant ainsi la campagne de Russie et



la création par le Général de Gaulle en 1942, en Angleterre, d'un escadron des forces aériennes françaises libres opérant avec les Russes.

Dans la deuxième partie du livre, Odile Suganas se concentre sur les membres de sa famille proche après leur arrivée en France. Elle mêle ses souvenirs personnels souvent émouvants aux renseignements glanés çà et là et nous expose, une fois encore, les ravages de la « solution finale » qui a poursuivi les siens durant l'occupation nazie.

Le travail de recherche de l'auteure est digne des plus fins limiers : il met en perspective les grands bouleversements de l'Europe allant de la Grande Catherine de Russie à la seconde guerre mondiale en passant par Napoléon 1^{er}.

En résumé, *Saga d'une famille juive de la cour de Catherine II à la France d'aujourd'hui* est un livre attachant, très fouillé d'un point de vue historique et personnel, qui nous rappelle de nombreux épisodes de l'histoire trop souvent cruelle de cette région d'Europe de l'Est.

Je laisse l'auteure apporter la conclusion : « *La réappropriation de mes ancêtres me hantait. Maintenant, d'une certaine manière, ils sont vivants, ils vivent : riche à présent d'un passé découvert à travers leurs lieux de vie, leurs paysages et leurs descendants de par le monde, auxquels je resterai toujours attachée, dans le vol des cigognes et les silence des disparus.* »

Christine Bruyère

Votre Caisse d'assurance maladie (CAM)

Amendements au règlement de la CAM

Sur recommandation du Conseil de gestion de la CAM, la Directrice générale a approuvé les modifications suivantes :

1. Introduction des demandes de remboursement en ligne les Articles 2 et 3 de l'annexe VI – Modalités de remboursement (Section IV, Article 4.2) du Règlement de la CAM, sont amendés tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous :

Texte précédent	Texte amendé (<i>Amendements en italique gras</i>)
<p>2. Un formulaire de réclamation doit être utilisé pour tous les frais médicaux engagés, tels que définis par l'administrateur de la CAM.</p>	<p>2. Un formulaire de réclamation doit être utilisé pour tous les frais médicaux engagés, tels que définis par l'administrateur de la CAM. <i>Les factures pour des dépenses d'un montant inférieur à 500 USD peuvent être soumises et signées électroniquement, si l'option de transmission par voie électronique est choisie.</i></p>
<p>3. i. Elles doivent être accompagnées de toutes les pièces justificatives : originaux de toutes les ordonnances, factures acquittées, etc. et, en plus, pour la France, de la feuille de soins (de la Sécurité sociale) délivrée par les praticiens et accompagnées des vignettes apposées sur les produits pharmaceutiques.</p>	<p>3. i. Elles doivent être accompagnées de toutes les pièces justificatives : originaux de toutes les ordonnances, factures acquittées, etc. et, en plus, pour la France, de la feuille de soins (de la Sécurité sociale) délivrée par les praticiens <i>et accompagnées des vignettes apposées sur les produits pharmaceutiques. En cas de transmission par voie électronique, les originaux mentionnés ci-dessus doivent être conservés par les participants pendant une période de 24 mois, et fournis sur demande dans un délai de 90 jours. Un/une participant(e) qui n'est pas en mesure de fournir les originaux dans un délai de 90 jours après la demande, devra rembourser le montant correspondant au paiement reçu pour les dépenses traitées.</i></p>

2. Remboursement à 75 %, dans la catégorie Pharmacie, des substituts de nicotine prescrits ;
3. Remboursement à 75 %, dans la catégorie Pharmacie, des vaccins prescrits.

Amendments to the MBF Rules

On recommendation of the MBF Board of Management, the Director-General has approved the following amendments:

1. Introduction of on-line claims: Items 2 and 3 of Annex VI – Reimbursement Procedure (Section IV, Article 4.2) of the MBF Rules, are amended as stated in the table below:

Previous Text	Amended Text (<i>Amendments in bold italics</i>)
2. An official MBF claim form must be used for all medical expenses incurred, as defined by the MBF Administrator.	2. An official MBF claim form must be used for all medical expenses incurred, as defined by the MBF Administrator. <i>Invoices for expenses amounting to less than 500 USD can be submitted and signed electronically if electronic claiming is chosen.</i>
3. i. Claims must be accompanied by full documentary evidence: originals of all medical prescriptions, receipted bills, etc., as well as, for France, the (Social Security) claim form issued by practitioners and accompanied by price stickers from any pharmaceutical products.	3. i. Claims must be accompanied by full documentary evidence: originals of all medical prescriptions, receipted bills, etc., as well as, for France, the (Social Security) claim form issued by practitioners <i>and accompanied by price stickers from any pharmaceutical products.</i> <i>When claiming electronically, originals of the above must be retained by the participants for a period of 24 months and provided within 90 days upon request. If a participant is unable to provide the originals within 90 days of the request, he/she will have to reimburse the amount corresponding to the payment received in relation to the expenses processed.</i>

2. Reimbursement at 75%, under category Pharmacy, of prescribed nicotine substitutes;
3. Reimbursement at 75%, under category Pharmacy, of prescribed vaccines.

EN CAS D'HOSPITALISATION : au moins 10 jours avant votre admission à l'hôpital, demander un devis à l'établissement hospitalier, même s'il s'agit d'une intervention ambulatoire, et l'envoyer à MSH Intl afin qu'une prise en charge soit établie et que l'acompte dû par MSH Intl (90 % du montant de l'hospitalisation) soit versé à l'établissement hospitalier avant l'intervention.

ATTENTION : 10 % restent à votre charge (ou à celle de votre mutuelle).

IN THE EVENT OF HOSPITALIZATION : patients should request an estimate from the hospital concerned, at least 10 days before the expected admission date, even in the case of an ambulatory procedure. This estimate should be submitted to MSH International so that they can make a provision for the medical expenses incurred and make a deposit of 90% of the estimated costs to the hospital/clinic concerned before the date of hospitalization.

PLEASE NOTE : The remaining 10% of costs are the responsibility of the patient (or of his complementary Health Insurance Scheme).

Assemblée générale ordinaire de la Caisse d'assurance maladie (CAM)

La prochaine Assemblée générale ordinaire des participants à la CAM sera convoquée sans doute **fin mars 2020**. C'est un rendez-vous important qu'il faut noter sur vos agendas. En effet, le Conseil de gestion de la CAM fonctionne de manière efficace avec une participation assidue et responsable de tous nos élus et des représentants de la Directrice générale. Il est animé d'un esprit de réelle coopération et les propositions formulées sont constructives, notamment grâce à l'attitude d'ouverture et d'écoute de son Président, Nicholas Jeffreys, ADG/ADM.

Son ordre du jour sera chargé et exigera une grande discipline de la part des participants pour être concis et pertinent dans leurs interventions, en évitant les digressions et les cas individuels. Pour ces derniers, vous avez la possibilité de venir aux permanences de MSH International les mardis et jeudis dans les locaux de l'UNESCO (Fontenoy) ou de saisir par écrit le Secrétariat de la CAM ou l'AAFU.

L'ordre du jour semble devoir comporter les points importants suivants : rapports financiers ; information sur un audit de MSH ; information sur les recommandations du Conseil de gestion à la Directrice générale sur des sujets propres à son mandat ; examen des propositions du Conseil de gestion à l'Assemblée générale pour approbation, fondées sur le rapport du Groupe de travail du Conseil de gestion, sur des modifications d'articles du Règlement de la CAM. Peut-être, d'ici là, d'autres questions surgiront qui relèvent des attributions de l'Assemblée générale.

L'année dernière, l'Assemblée générale fut chaotique pour des raisons compréhensibles : il fallait, d'abord, reprendre les travaux d'une Assemblée générale extraordinaire, suspendue plusieurs années auparavant, et ensuite, la clore, pour pouvoir ouvrir une Assemblée générale ordinaire afin de traiter des points à son ordre du jour. Sa durée excessive et l'atmosphère tendue a découragé beaucoup de collègues retraités, sans parler de nos collègues en activité, dont nous avons absolument besoin car ils/elles partagent les mêmes préoccupations. Aussi, lors de la clôture de l'Assemblée générale de 2018, ne restait-il plus qu'une poignée de personnes.

Il est impératif que l'Assemblée générale de mars 2020 soit sereine et qu'elle parvienne à des décisions largement partagées et qui permettent au navire de la CAM de se stabiliser et de voguer à bon port en eaux calmes. Essayons d'éviter les polémiques qui nous divisent et affaiblissent la CAM !

Georges Kutukdjian

Regular General Assembly of the Medical Benefit Fund (MBF)

The next Regular General Assembly of MBF participants will probably be convened **end March 2020**. This is an important meeting and I invite you make a note in your diaries. The Board of Management of the MBF operates efficiently with a constant and responsible participation of all its members and the representatives of the Director-General. It is conducted with a real spirit of cooperation and the proposals formulated are constructive thanks to the ability of its president, Nicholas Jeffreys, ADG/ADM to listen to suggestions.

The Assembly's agenda will be heavy and will require discipline by the participants to be concise and relevant in their interventions and not to digress or to bring up individual cases. In respect of individual queries you have the possibility of consulting MSH during their twice weekly visits to UNESCO Headquarters (Fontenoy) on Tuesdays and Thursdays or to contact the MBF and/or AFUS secretariats in writing.

The Agenda will include the following important items: financial reports; information concerning the MSH audit; the recommendations of the Board of Management to the Director-General in line with its mandate; the review of proposals made by the Board of Management to the General Assembly for its approval, based upon the report of the Working Group to the Board concerning changes to the MBF's regulations. Other issues may also be raised concerning the attributions of the General Assembly.

Last year, the General Assembly was, understandably, rather chaotic: firstly, it was necessary to resume discussions of the Extraordinary General Assembly which had been suspended several years earlier and to actually wind it up, in order to convene a new Regular General Assembly in order to discuss those items of the Agenda which had been left pending. Its excessive duration, together with the fraught atmosphere had discouraged many retired colleagues, without mentioning active members, of which we have an absolute need, since all share the same concerns. In addition, at the end of the 2018 General Assembly, only a handful of people actually remained.

It is imperative that the General Assembly to be convened in March 2020 be serene and that it can obtain decisions on a large scale permitting the stabilization of the MBF and to steer it into calmer waters... Let us try to avoid polemics which can divide and weaken the MBF!

(Translated by Margo Triouleyre)

Merete Gerlach-Nielsen

1933 - 2019

Toute sa vie, Merete Gerlach-Nielsen a eu une passion pour la France. Au Danemark, son pays natal, elle alla à l'École française et suivit des études de français et de littérature à l'Université de Copenhague, où elle reçut la médaille d'or pour sa thèse sur « Les idées dans la théorie de Stendhal sur l'amour ». De 1978 à 1988, elle présida L'Alliance française et promut, de multiples manières, la culture française au Danemark. À 65 ans, Merete devint citoyenne française – pour pouvoir voter là où elle habitait mais, aussi, par amour pour la France.

L'autre engagement de Merete : les droits des femmes. Dans les années 1970, elle mit en place, à l'Université de Copenhague, des cours sur les structures linguistiques et historiques sur le genre dans la littérature française. Elle fut également pionnière en tant que militante pour la création d'un centre au Danemark sur la condition féminine (KVINFO).

Son amour pour la France et son engagement pour les femmes trouvèrent une suite logique à l'UNESCO. D'abord, au sein de la Commission nationale danoise de 1974 à 1988, puis, en 1988, au Secrétariat, en tant que Coordinatrice pour la condition féminine, poste hautement symbolique qu'elle occupa jusqu'en 1990.

Lingappa Shivalingappa

1939 - 2019



© L.S.

Né en 1939 notre collègue surnommé « Shiva » est décédé à Chennai (Inde) à l'âge de 80 ans.

Lingappa Shivalingappa était titulaire d'une licence (B. A.) en sciences politiques, sociologie et psychologie, obtenue en

1960 à l'Université de Mysore (Inde), ainsi que d'une maîtrise (M. A.) en sciences politiques, droit international, relations internationales et organisations internationales, obtenue en 1962 à l'Université de Delhi. Il fut ensuite successivement éditeur du journal mensuel *Young India* pendant six ans à Delhi, puis éditeur associé du journal trimestriel d'affaires internationales *Kautilya* à l'Université de Mysore et enseignant dans un institut privé pendant trois ans à Delhi.

Après avoir été employé par l'UNESCO, de 1973 à 1980, en qualité de consultant auprès de diverses divi-

sions, il est entré au Secrétariat le 16 juin 1980 comme Spécialiste du programme à la Division de l'égalité des chances en matière d'éducation et des programmes spéciaux du Secteur de l'éducation.

Muté au Bureau des études et de la programmation en 1988 en tant que Spécialiste en planification du programme, il devint, en 1992, Spécialiste principal au Bureau d'études, de programmation et d'évaluation et, en 1996, Directeur, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite en 2000. Dans ces fonctions, il fut responsable de la préparation du Programme et Budget ainsi que des principaux documents stratégiques de l'Organisation.

« Shiva » était, pour ceux qui ont travaillé avec lui, un ami proche et un mentor attentionné, porté par le mandat de l'UNESCO en matière d'éducation, de culture, des sciences et des médias pour la paix et le développement. Il nous inspirait tous à porter très haut ces idéaux au quotidien.

Jean-Yves Le Saux

Directeur de la planification stratégique



© Manja Offerhaus

Antonio Pasquali

1929 - 2019



© DR

Toute sa vie, Antonio Pasquali n'eut qu'une passion : la communication sociale. Il consacra toutes ses forces à cet engagement pour construire l'avenir, le nourrir de sens et l'enrichir de propositions. Laisser une empreinte de son passage sur cette Terre, tel était son constant souci ! Il embrassait la vie avec ferveur, à tout moment et en toutes circonstances, ce qui lui conférait un charme particulier et lui insufflait une détermination, une puissance de conviction et une créativité extraordinaires. Ces qualités lui ont permis d'imprimer sa marque à l'UNESCO qu'il a servie dès 1978 au Secteur de la communication. Il en deviendra, de 1984 à 1986, le Sous-Directeur général, avant d'assumer les fonctions de Coordinateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de 1986 à 1989 à Caracas (Venezuela), où il prendra sa retraite.

J'étais son ami et j'ai eu le privilège de l'accompagner dans sa mission alors que j'étais Directeur pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Secteur des relations extérieures, puis à Caracas de 1989 à 1992, et entre 2002 et 2006 quand j'ai pris la tête du Bureau régional pour la communication et l'information nouvellement créé à Quito (Équateur).

De la fin des années 1950 à son décès à Barcelone, le 5 octobre 2019, Antonio Pasquali a mené une vie très active de chercheur et d'écrivain. Il a été reconnu par ses pairs – universitaires et spécialistes – comme l'un des meilleurs penseurs de la communication sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes. La clarté pédagogique et la rigueur de ses contributions théoriques, ainsi que sa forte personnalité lui ont assuré une recon-

naissance régionale et internationale pour ses analyses très poussées de l'influence du marché sur la création de contenus et d'images dans les médias audiovisuels, et ses incidences directes sur l'innovation sociale, la création culturelle et l'identité des populations. D'où son insistance à faire adopter des politiques publiques et émerger des consensus internationaux dans le domaine de la communication et des nouvelles technologies de l'information pour faire avancer le nécessaire dialogue culturel, le progrès social et la compréhension entre les peuples. Son ouvrage *Communication et culture de masse* (1963) fut une référence pendant des décennies dans la formation des communicants.

Son passage à l'UNESCO a coïncidé avec l'une des périodes les plus sensibles pour l'Organisation au plan international, alors que la communication et l'information amorçaient leur mutation décisive de la fin du 20^e siècle. À sa 19^e session, en 1976, la Conférence générale avait chargé le Directeur général Amadou Mahtar M'Bow de « procéder à un examen de l'ensemble des problèmes de la communication dans la société contemporaine ». Sous le titre *Voix multiples, un seul monde*, le rapport de la Commission internationale présidée par Seán MacBride fut adopté en 1980 par la Conférence générale réunie à Belgrade. Antonio Pasquali apporta à ce rapport un concours précieux, avec des propositions novatrices et visionnaires pour l'avènement de sociétés plus humanistes et inclusives. Il aura ainsi contribué avec intelligence et détermination à permettre « à l'humanité de franchir un pas décisif dans la voie de la liberté, de la démocratie et de la solidarité », comme l'a souligné le Directeur général dans son avant-propos au Rapport mondial.

Ses parents, ses proches et ses anciens collègues se souviendront aussi d'Antonio Pasquali comme d'un gastronome émérite qui savait composer des repas raffinés mêlant les apports culinaires les plus divers, créant des moments quasi sacrés et inoubliables de partage et d'amitié. Voyageur infatigable, il s'est toujours intéressé à d'autres cultures et n'a eu de cesse de partager ses passions et ses goûts avec tout son entourage.

Nous adressons nos salutations fraternelles aux siens et à ses amis. Qu'il repose en paix.

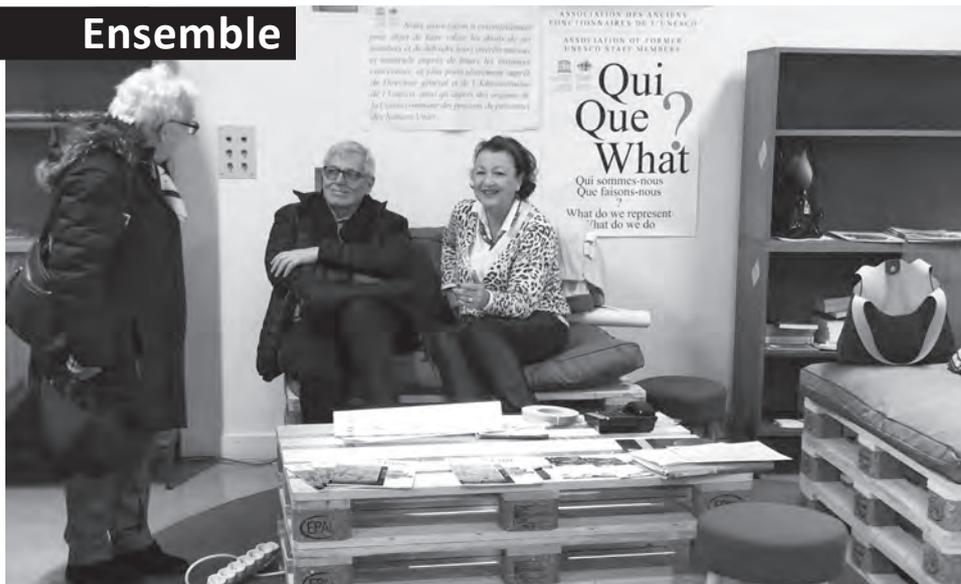
Gustavo Lopez Ospina
ancien Directeur des Bureaux
régionaux et sous-régionaux
de Caracas et Quito

(Traduit de l'espagnol par Neda Ferrier)

L'AAFU et les Associations sœurs

AFUS & Sister Associations

Ensemble



© Josette Erfan

L'AAFU à la Conférence générale

L'AAFU, comme à l'accoutumée, a été présente durant la Conférence générale grâce à la générosité de plusieurs de ses membres.



Déjeuner de fin d'année

Le déjeuner organisé par l'AAFU le mardi 3 décembre 2019 a réuni une centaine d'entre vous avec quelques-uns des collègues du Secrétariat qui nous accompagnent dans nos activités.

Photos : © M. Couratier, C. Bruyère



Nos sorties

Océanie : l'eau vestale en danger



①

Ce « Nguzunguzu », ornement de proue de pirogue, provient d'une pirogue de combat tomoko, caractéristique des îles Salomon.

Pour la première fois depuis plus de 35 ans, le Musée du Quai Branly, avec la Royal Academy of Arts (Londres), propose un panorama des cultures de l'Océanie qui s'étend de la Nouvelle-Guinée, via la Mélanésie, jusqu'à la Polynésie et la Micronésie. Avec plus de 170 pièces l'exposition raconte l'histoire d'un art gardien de traditions et d'identités, tout en en révélant la modernité.



②

La pirogue des âmes « Wuramon », 20^e siècle.

En peuplant plus de 10 000 îles éloignées parfois de 4 000 kilomètres, les groupes partis de l'Asie du Sud-Est il y a 6000 ans réalisent l'une des plus grandes aventures de navigation. L'eau est au fondement de la culture océanienne : qu'on parle de lagons, de rivières, de marécages, de forêts tropicales humides, de lacs de montagnes, de mers ou du grand large, des cours d'eau métaphysiques de l'arrivée des ancêtres ou du départ des morts, du monde souterrain, il a toujours existé une interaction entre les créations artistiques des insulaires et leur vie sur l'eau. L'outil de cette conquête est la grande pirogue à balancier ou à double coque car elle a permis l'instauration de réseaux d'échanges à travers les îles du Pacifique Ouest. Lorsque le jeune Polynésien Tūpala embarque avec le Capitaine Cook, celui-ci est impressionné par lui qui est capable de trouver son chemin en

À l'heure où le réchauffement climatique menace l'existence même de leurs îles natales, les peuples d'Océanie secouent nos consciences. Bousculé par le commerce intensif, la colonisation et l'évangélisation forcée, le présent artistique océanien parle aussi de la sagesse des anciens comme de nouveaux défis pour que la disparition de leurs îles menacées d'engloutissement ne soit pas inéluctable. Entendrons-nous leur appel ?

M. C.

observant les cieux, les marées, les courants, les vents, les couloirs de vols d'oiseaux. Instrument principal de la pêche, la pirogue est aussi un territoire : elle est liée au clan et aux ancêtres. Beaucoup plus qu'un bateau, elle sert au combat (photo 1) et à l'initiation (photo 2) : au sud-est des îles Salomon, la pêche est au cœur de la vie rituelle des hommes. La pirogue « Wuramon », jamais immergée, a pour passagers des animaux, des esprits de l'eau et des défunts en route pour l'Au-delà. Elle symbolise ainsi le voyage entre les mondes, nécessaire à l'initiation.

Les Maoris, tout particulièrement, hissent la pirogue au rang d'emblème. En Nouvelle-Guinée, certains groupes pensant que leur territoire est une île qui repose sur un crocodile, celui-ci devient proue de manière à favoriser le succès d'expéditions guerrières ou d'échanges (photo 3). Symbole de puissance, il offre ainsi aux hommes la protection de l'être mythique.

Le contrepoint du voyage est le peuplement ou l'ancrage : les lieux d'habitation et d'appartenance sont abordés, dans l'exposition, à travers des éléments sculptés et peints provenant de grandes maisons ou d'espaces cérémoniels allant de la Nouvelle-Guinée à l'île de Pâques. Lieux d'inclusion et d'exclusion, ces espaces sont liés à la création matérielle d'esprits, de divinités et de figures ancestrales (photo 4).

La vie des sociétés d'Océanie est ponctuée d'événements cérémoniels dont le rythme et les modalités varient selon les préoccupations de chaque communauté.

L'histoire de ce continent plonge sa source dans cet espace à la fois

Bouclier de pirogue avec une proue en forme de crocodile, début du 20^e siècle.



③



Pupitres gardés au centre de la maison des hommes. Lors des discours, la partie supérieure du « siège » est frappée avec des feuilles de cordyline ou de cocotier pour souligner les points principaux de l'argumentation. La figure antropomorphe représenterait un esprit important (« Wagen ») ou un ancêtre clanique.

crain et vénéré (« Moana », traduit par mer-océan) qui est promesses. Symbolisant l'autonomie des femmes maori, l'immense vague bleue réalisée avec une bâche achetée dans un magasin local, « Kiko

Moana » (photo 5), est l'œuvre collective de quatre femmes maori, formées par une tisseuse âgée et respectée.

Par sa couleur obtenue grâce à une laque industrielle, ses motifs sculptés et incrustés typiques de l'art maori des pirogues et des maisons de réunion, le piano revisité, « He Kōrero Pūrākau » (photo 6), multiplie les références à l'identité culturelle néo-zélandaise historique et contemporaine. Œuvre d'art maori résolument moderne, il suggère la possibilité d'un mouvement contraire à celui de la mission « civilisatrice prônée par les colons européens et est destiné à remplir l'espace de ces questionnements identitaires et artistiques très vifs en Nouvelle-Zélande et dans le Pacifique ».

Ainsi le fil conducteur de cette exposition est-il **la rencontre**, féconde ou destructrice. Si les échanges ont été essentiels à la formation et à la créativité de l'Océanie au cours des millénaires, ils sont devenus encore plus importants lors de la rencontre avec les Européens. Ne se limitant pas à une banale transaction, l'échange de cadeaux est, pour les Océaniens, un spectacle souvent

hautement esthétisé, avec déploiement d'étoffes faites d'écorce battue délicatement teinte ou peinte de motifs géométriques dynamiques et de symboles botaniques de croissance et de fécondité. Certaines sont destinées à être drapées autour du corps, d'autres à être assemblées pour tapisser le sol lors de mariages et de funérailles d'aristocrates.

Durant les premières décennies des rencontres interculturelles, **les présents se justifient par des raisons stratégiques**. Il ne s'agit en aucun cas de manifestation de soumission, mais d'une tentative d'intégrer les étrangers, manifestement puissants et potentiellement dangereux, dans le

réseau d'engagement et d'obligations propre à la vie insulaire, avec des objets chargés d'un pouvoir spirituel « extraordinaire ».

On le sait, la mission « civilisatrice » et économique des puissances européennes s'est traduite par l'introduction de maladies, d'abus sexuels, d'expropriations, de travail forcé. Mais la rencontre avec l'Occident qui débute véritablement avec le premier voyage du Capitaine Cook en 1768 a aussi été féconde, porteuse d'innovations (introduction du fer qui deviendra une



« Kiko Moana », 21^e siècle.

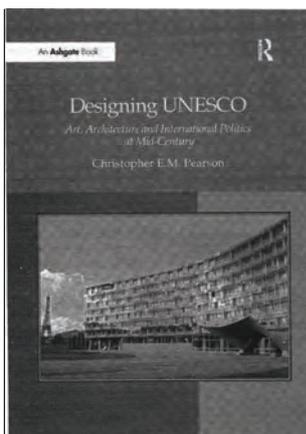
denrée excessivement précieuse) donnant naissance à une créativité nouvelle aussi bien dans les registres du pouvoir et du religieux que dans celui du quotidien.

Pour conclure, dans de nombreuses langues du Pacifique, « le passé est devant et le futur derrière », et c'est ainsi que la tradition est un point de repère et de perpétuelle innovation.

Geneviève Fougère



« He Kōrero Pūrākau », par Michael Parekowhai, 1911, Nouvelle Zélande.



Designing UNESCO

Art, Architecture and International Politics at Mid-Century

by Christopher E.M. Pearson

E. M. Pearson, Ph.D., a scholar of modern art and architecture, has done a superb job in providing this well researched work describing the art and architecture of UNESCO.

With detailed attention to the planning, design, construction, furnishing and utilization of the UNESCO Headquarters in Paris; by delving into the writings of all concerned as well as other materials concerning the individuals and organizations, we are informed in detail of the enormous effort involved in the building of the Siège at Place de Fontenoy, Paris 7^e, and of the individuals and artists who played important roles in the enterprise. But this work offers much more, in that it treats the Directors-General and their stewardship of the Organization and the programs and reactions from around the world. Indeed, Pearson shows that the art and architecture embody the UNESCO mission. [...]

In 1952, a decision was made to contract with Marcel Breuer (United States), Pier Luigi Nervi (Italy) and Bernard Zehrfuss (France) as the team to undertake the design and construction effort and a committee of five other distinguished architects was appointed to advise them. Le Corbusier, arguably the most famous architect of the period, who had a somewhat controversial connection to the earlier design and construction of the UN complex in NYC (1947-50), acted as a self appointed critic and apparently became a monumental pest in trying to insert himself in the project, although he eventually was satisfied with the ultimate design and outcome. He did eventually contribute a large tapisserie which adorns a wall in the building, and his works of true genius have been recognized by UNESCO as a World Heritage site(s). [...]

Admirably, the architects were also concerned with the selection of art objects, siting them to harmonize with the structure. Selecting sculpture, first Moore, then Calder, a wall by Miró and the extremely large wall area assigned to the great Picasso. The author has done a wonderful job of reviewing material from the writings of all these artists describing how they conceived and went about producing their works as well as the relationship their works had with the UNESCO buildings and grounds. [...]

The main Y shaped building seen by some as a "three-pointed star" was dedicated with pomp in November 1958. Pearson relates the mixed critical reception of the final work. But in time, the Palais de l'UNESCO became recognized as an iconic exemplar of mid-century modernism, and a worthy destination for tourist admiration.

When the building was occupied in 1958, it became evident that the impressive building was indeed "fit for purpose". I have queried a number of early staff members who agreed they were not only immediately comfortable with the new buildings' amenities, comfortably ensconced in bright offices with beautiful views of Paris, but also found that they were inspired by its grandeur. [...]

I found the UNESCO complex very well designed to encourage communication: restaurants, cafeterias, bars and commons rooms for after-meal coffee, the very original salle des Pas Perdus, a "gaggle" of conference rooms of all sizes complete with ample exterior space for breakouts for Delegates' informal conversation, and especially the expansive corridors of the rez-de-chaussée, surrounded by the hallmark, exposed concrete supporting pillars all offered opportunity for casual encounters.

Author Pearson visited the UNESCO complex in 1992 and reports that he was discouraged by the lack of maintenance and deterioration of the buildings. Extended efforts to bring the structure up to date (The Belmont Plan) were finally able to be approved in the 21st century. After extensive reconstructive efforts, during which the structure was stripped to its skeleton and rebuilt with modern materials to code, with the help of French architect Jean-Loup Roubert, who oversaw the restoration process. Renovations were substantially completed by September 2009.

Sidney Passman, Former Director,
Division of Scientific Research
and Higher Education

Christopher E.M. Pearson, *Designing UNESCO. Art, Architecture and International Politics at Mid-Century*, Routledge, 2016, 412 pages.

In Search of the Original Press Room

At the invitation of the Memory and Future Club, the story of the UNESCO original Press Room was told by **Santje Pander**, Post-Master trainee, Conservation and Restoration of Cultural Heritage, Historic Interiors, at the

University of Amsterdam, **Dorian Meijnen**, Curator at the Dutch Cultural Heritage Agency, **Jacques Duflos de Saint Amand**, UNESCO Headquarters Buildings Management Section, and **Eng Sengsavang**, UNESCO Archives.

Few people today are aware that when UNESCO's Headquarters opened in 1958, hidden within its concrete walls was **an architectural gem**: the UNESCO Press Room designed by Gerrit Rietveld. In 2018, a Dutch researcher named Santje Pander visited the UNESCO Archives on a mission to find information about this now vanished room. The few surviving images of the room reveal Rietveld's use of color and patterns to create a stunning spatial unity. During her second visit, Santje asked to see the location of the original room. By chance that same week, UNESCO Archives staff were conducting an oral history interview of Eduardo Barrios, a former filmmaker. Eduardo located the room in a basement passageway, where a white door marked only by a fire-warning sign led to a gloomy antechamber. Santje registered the telltale signs and even forensic evidence: the irregular shape of one of the walls; the short flight of stairs at the entrance; traces of vinyl that still hung from a concrete partition; and cross-hatched impressions on the floor, matching burlap patterns on the undersides of linoleum.

Complete information about UNESCO's original Press Room is still missing, but thanks to research and reconstruction efforts by the Dutch Cultural Heritage Agency, in collaboration with Santje Pander through the University of Amsterdam, this lost episode of UNESCO's history is coming to light again.



Eng Sengsavang

Breuer, Luigi, Zehrfuss.
Floorplan UNESCO. Print on paper. 1956-1958. (Het Nieuwe Instituut Riet537). Edited by S. Pander.

Linoleum in the UNESCO Press Room: 4D Digital Reconstruction

“A room, that was more of a random leftover in the basement of the connecting hall between the congress building and the administration.”¹ This is how the Dutch architect Gerrit Thomas Rietveld described the location of the former Press Room in 1958. This difficult shaped room formed the starting point for an exceptional design. Bright colored linoleum on both the floor and furniture created a spatial unity throughout the room. In the 1980's the Press Room was removed from the UNESCO Headquarters. The furniture was acquisitioned by the Dutch Cultural Heritage Agency (RCE). The special linoleum floor was not saved. Thanks to a 4D Research Award granted by the University of Amsterdam a 4D digital reconstruction of the Press Room floor was carried out.

The Press Room by Rietveld formed the donation from the Netherlands for the newly built Headquarters in 1958. Despite the important commission to build for the UNESCO Headquarters, Rietveld was not entirely happy with the location given to him. The designated

location was situated in the basement, very large (12x20,5 m), irregularly shaped and contained several obstructive columns. Rietveld stated: “To make such an interior look like a pleasant workplace, there was, next to a good form and placement of installations, some kind of juggling with colors and lines needed.”²

This difficult spaced room formed the starting point of creating an ensemble in which Rietveld indeed ‘juggled’ with colors. Rietveld used newly available materials on different interior parts. ‘Suwide’ was a **vinyl covering** that Rietveld applied on furniture and walls, this material is still present at the old entrance. The second material was **linoleum**. Rietveld applied bright colored planes of linoleum on both the floor and tabletops. These bright colors were just available on the market and created a colorful geometrical pattern and clear grid that continued throughout the room.

On an architectural drawing Rietveld described this effect: “The floor and tables are pasted with linoleum in two colors of grey, with triangles in red – yellow

– blue – green. This creates a very colorful, though calm, effect because the horizontal planes of the tables and the floor will form a unity; and because the lines will accentuate the systematical placement of the tables.”³

In collaboration with the 4D Research Lab it was possible to digitally reconstruct the Press Room and linoleum floor. Archival and materials research by me (Santje Pander) was used by Tijm Lanjouw (modeller at 4D Research Lab) to digitally simulate the linoleum designs in the 4D digital model. In this manner, the color balance and interaction between furniture and floor can be re-observed. This is an ongoing project to which new archival information can still be added. This digital model will be used to analyze the reconstruction possibilities in anticipation of a physical reconstruction carried out by the Dutch Cultural Heritage Agency.

Santje Pander

1. Choay, Francois. 'A new art of building.' In: Koffler, Sandy. Ed. Prefix. *The UNESCO Courier*. 11 (1958): 28.
2. Translated quote by Santje Pander.
3. *Idem*

The Press Room within the Collection of the Dutch Cultural Heritage Agency

Motivation for the presentation about the intriguing Press Room was the planned reconstruction of the complete interior in a museum in the Netherlands. When the Press Room was revealed during the opening of the UNESCO building it was praised for its unique play of lines, colors and use of modern materials.

Twenty years later, after the General Conference of 1978, it rained complaints about the lack of space and dysfunctionality of the UNESCO building. Plans for a renovation of the whole building were made. At December 9th of 1982, the Dutch Ambassador at UNESCO Maarten Mourik received the alarming message that builders were demolishing the Press Room with hammers and pickaxes. The Press Room had to make place for the new-to-built telephone center. The room was at that point barely used anymore since journalists found it hidden too far away, and did not want to work with so many people in one space.

What followed was a long discussion between UNESCO and the Dutch Member State about a solution for this unannounced demolition of cultural heritage within UNESCO's own walls. Solutions that came up were to reinstall the interior elsewhere in the building, to ask another Dutch architect to design a new room,

Call for (photographic) material and information:

A lot of information about the Press Room has been found in several archives already, but a lot is still missing. Not only information, but also objects and materials went lost during the dismantling. There are only a few pictures known of the Press Room, which are either in black-and-white or hand-colored. In order to make a reconstruction that will be accurate and do justice to the original concept of Gerrit Rietveld, we would like to receive more information. Any picture or information can help us recreate even the tiniest details. If you have any (color) photographs of the Press Room or the office of the press association next to it (which was also designed by Gerrit Rietveld), please send it to archives@unesco.org.

We would also like to come into contact with former UNESCO employees who have worked within the spaces and therefore might have more information about the usage of the room after 1958 and before the dismantling in 1982.

Please feel free to contact Eng Sengsavang from the UNESCO Archives (archives@unesco.org), Neda Ferrier of the Association of Former UNESCO Staff Members neda.ferrier@gmail.com or one of the researchers Santje Pander (S.L.E.pander@uva.nl) or Dorian Meijnen (d.meijnen@cultureelerfgoed.nl).

or to exhibit some of the pieces of furniture elsewhere in the building to remind people of the iconic interior that once was in their basement. The two parties could not end up with a solution that worked for both, so they decided to send everything back to the Netherlands, to see if it could be exhibited there. In the meantime, the furniture had been stored in the UNESCO basement for almost one and a half year. The objects eventually were registered in the collection of the Dutch Cultural Heritage Agency on May 30th, 1984.

Since that day, curators have constantly been looking for places to exhibit the pieces and share them with the public. This led to three exhibitions in which a few of the objects were presented on a linoleum floor that was based on the original. People could enjoy some of the objects, but to do justice to the complete concept that Rietveld designed, a full reconstruction is needed. In the first place that means that there is a lot of space needed and in the second place we have to collect as much information and photographs as possible to make sure the reconstruction can be made as accurate as possible, and **to make sure this cultural gem is being preserved for future generations.**

Dorian Meijnen



Photos : © S. P.

4D digital reconstruction of the original Press Room.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP

Contacts utiles/Useful contacts

AAFU / AFUS

Secrétariat : Aimée Ravonison +33 (0)1 45 68 46 55
Ouvert du lundi au jeudi de 14h30 à 18h (fermé le vendredi)
Courriel afus@afus.unesco.org
Site Internet www.afus-unesco.org

Président : Georges Kutukdjian +33 (0)1 45 68 46 50

Trésorerie : Christine Bruyère +33 (0)1 45 68 46 52
Courriel afus.tresorerie@afus.unesco.org

Pension/Fiscalité/CAM/Mutuelles +33 (0)1 45 68 46 54
Josiane Taillefer et Yolaine Nougier
Courriel pf@afus.unesco.org

Solidarité : Josiane Taillefer : +33 (0)1 45 68 46 54
Courriel afus.solidarite@afus.unesco.org

Activités culturelles : Josette Erfan +33 (0)1 45 68 46 53
Courriel afus.loisirs@afus.unesco.org

Lien/Link +33 (0)1 45 68 46 52
Rédactrice en chef : Monique Couratier
Courriel afus.lien@afus.unesco.org

UNESCO

UNESCO Pensions et Assurance maladie (HRM/SES/SPI)
Unité Pensions, bureau 2.051. +33 (0)1 45 68 20 53/22 07

**Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies/
United Nations Joint Staff Pension Fund (CCPPNU/UNJSPF) :**

Bureau de Genève Palais des Nations, CH-1211 Genève 10
Téléphone + 41 (0) 22 928 8800
Télécopie + 41 (0) 22 928 9099
Courriel unjspf.gva@unjspf.org

Siège de New York
c/o United Nations PO Box 5036, NY, NY USA 10163-5036
Téléphone + 1 (212) 963 6931
Télécopie + 1 (212) 963 3146
Courriel unjspf@un.org

CAISSE D'ASSURANCE MALADIE

UNESCO Pensions et Assurance maladie (HRM/SES/SPI)
Unité Caisse Assurance maladie SPIMBF@unesco.org
Renseignements sans rendez-vous ... +33 (0)1 45 68 08 30
les mardis et jeudis de 14h30 à 17h00 bureau 2.050

Services médical et social (HRM/MDS/SOC)
2^{ème} étage Fontenoy : au fond de l'aile jaune
de 9h00 à 17h30 +33 (0)1 45 68 55 12

Secrétariat médical bureau 2.099
Médecin Chef : Dr Bruno Cordier +33 (0)1 45 68 08 67

Service social : bureau 2.107
Assistante sociale : Christine Goletto +33 (0)1 45 68 08 51
Permanences notariales : les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois
de 14h00 à 17h00. Rendez-vous auprès de Christine Goletto

MSH INTERNATIONAL

(remboursements médicaux CAM)

Téléphone +33 (0)1 44 20 30 57
Toll Free Line +800 0 863 726 0
Courriel unescoeurope@msh-intl.com

Accès direct espace assuré www.msh-services.com

Médecin Chef : Dr Annie Peytavin +33 (0)1 44 20 48 63
Courriel annie.peytavin@msh-intl.com

Équipe médicale/Medical Team +33 (0)1 44 20 81 88
Courriel medical@msh-intl.com

Permanences : 2^{ème} étage Fontenoy
Mardi de 14h00 à 17h00 bureau 2.002
Jeudi de 14h00 à 17h00 bureau 2.073

Mutuelles

(remboursements médicaux complémentaires)

HENNER : Unité de gestion n° UG11
14, boulevard du Général Leclerc, CS 20058
92200 Neuilly-sur-Seine Cedex +33 (0)1 55 62 53 76
Télécopie +33 (0)1 53 25 22 74
Courriel ug11@henner.com
Site Web www.henner.com

AG2R (MAI : Medical Administrators International)

37, rue Anatole France, 92532 Levallois-Perret Cedex, France
Téléphone +33 (0)1 77 68 01 60
Télécopie +33 (0)1 77 68 01 68
Alain Bouquet +33 (0)6 43 27 55 99
Courriel contact@medical-administrators.com

GRUPE HORIZON (HUMANIS et autres) : Mme Bourgel

24, rue Labouret, 92700 Colombes .. +33 (0)1 47 80 73 08
Télécopie +33 (0)1 42 42 26 14
Courriel m.bourgel@groupehorizon.fr

Sur rendez-vous : le mardi et le vendredi
de 12h30 à 14h à Bonvin, bureau 1.28, poste 84962 (AIPU)
de 14h30 à 17h à Fontenoy, bureau 2.106, poste 80848

SEPU / USLS

Bureau G.054 Fontenoy

Unité de l'épargne/Savings Unit +33 (0)1 45 68 23 00
Télécopie +33 (0)1 45 68 57 70
Unité des prêts/Loan Unit +33 (0)1 45 68 23 10
Télécopie +33 (0)1 47 34 84 96
Courriel sepu@unesco.org

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service clients : 3933

Agence Fontenoy +33 (0)1 53 69 55 60
Télécopie +33 (0)1 45 66 71 09
Courriel dans votre Espace client
..... www.particuliers.societe.generale.fr